

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RÈGLEMENT INTÉRIEUR
DE L'ASSEMBLÉE

(Edition révisée — Avril 1937.)

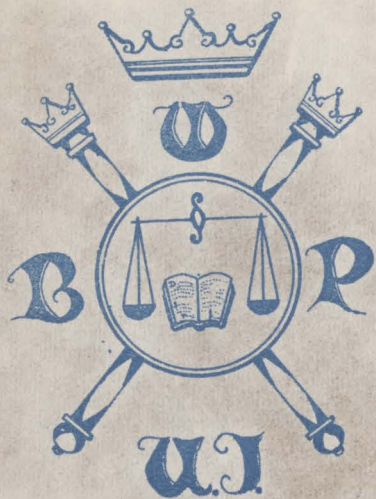
LEAGUE OF NATIONS

RULES OF PROCEDURE
OF THE ASSEMBLY



XII-1937-Reu

ion — April 1937.)



WPS-8.169

Wydz. Bibl. Prawnicza



1806137856

St. Kishinev
Genève, Avril 1946

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE

(Edition révisée — Avril 1937.)

LEAGUE OF NATIONS

RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY

(Revised Edition — April 1937.)

Série de publications de la Société des Nations

QUESTIONS GÉNÉRALES

1937. 1.

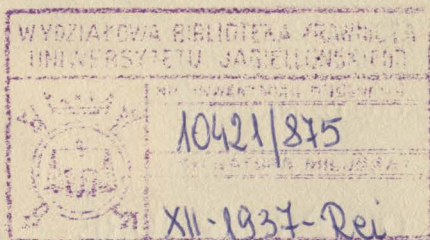


TABLE DES MATIÈRES.

	Pages
RÈGLEMENT INTÉRIEUR (édition contenant les amendements jusqu'à la fin de 1936)	4
ANNEXES.	
I. Recommandations relatives aux débats de l'Assemblée sur le rapport annuel du Conseil	17
II. Procédure relative au vote du budget en séances plénières de l'Assemblée	18
III. Extrait du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations	20
IV. Règles d'élection des Membres non permanents du Conseil	24
V. Décisions adoptées à la majorité par les Commissions de l'Assemblée : Rapports de minorités	26
VI. Règles concernant l'élection des Membres de la Cour permanente de Justice internationale	29
INDEX	35

CONTENTS.

	Page
RULES OF PROCEDURE (edition containing the amendments adopted up to the end of 1936)	4
ANNEXES.	
I. Recommendations as to the Arrangements for the Debates in the Assembly on the Annual Report by the Council	17
II. Procedure for Adoption of the Budget at Plenary Meetings of the Assembly	18
III. Extract from the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations	20
IV. Rules dealing with the Election of the Non-Permanent Members of the Council	24
V. Adoption of Decisions by a Majority in Committees of the Assembly: Minority Reports	26
VI. Rules concerning the Election of the Members of the Permanent Court of International Justice	29
INDEX	41

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE

Réunions de l'Assemblée.

Sessions ordinaires.

1. L'Assemblée se réunit chaque année de plein droit, au siège de la Société des Nations, le second lundi de septembre, sous réserve que le second lundi ne corresponde pas à une date postérieure au 10 septembre. S'il en est ainsi, la session commencera le premier lundi.

Sessions extraordinaires.

2. Elle se réunit également aux dates fixées par l'Assemblée au cours d'une session antérieure ou par le Conseil, votant à la majorité des voix.

3. Si un ou plusieurs Membres de la Société estiment une réunion opportune, ils en informent le Secrétaire général, qui demande leur avis aux autres Membres de la Société. Si le projet de réunion est accepté par la majorité des Membres dans le délai d'un mois, à partir de la date de cette communication, l'Assemblée est convoquée en séance extraordinaire.

Lieu de réunion.

ARTICLE 2.

L'Assemblée se réunit au siège de la Société ou, en cas de circonstances exceptionnelles, en tout autre lieu désigné par l'Assemblée ou par le Conseil votant à la majorité, ou approuvé par la majorité des Membres de la Société.

Convocation.

ARTICLE 3.

1. Les réunions de l'Assemblée auront lieu sur convocation du Président du Conseil par les soins du Secrétaire général.

2. Les convocations sont adressées aux Membres de la Société quatre mois avant la date fixée pour l'ouverture de la session ; ce délai peut, toutefois, dans les circonstances exceptionnelles, être réduit par une décision du Conseil prise à la majorité des voix.

LEAGUE OF NATIONS

RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY

RULE 1.

Sessions.

1. The Assembly shall meet in general session every year, at the seat of the League of Nations, commencing on the second Monday in September, provided that the second Monday does not fall later than the 10th. If the second Monday falls later than the 10th, the session will begin on the first Monday.

Ordinary.

2. Sessions may also be held at such times as the Assembly at a previous meeting decides, and at such times as the Council, by a majority vote, decides.

Extraordinary.

3. If a Member of the League considers a session to be desirable, it may request the Secretary-General to summon a special session of the Assembly. The Secretary-General shall thereupon inform the other Members of the League of the request, and enquire whether they concur in it. If within a period of one month from the date of the communication of the Secretary-General, a majority of the Members concur in the request, a special session of the Assembly shall be summoned.

RULE 2.

Place of Meeting.

The sessions of the Assembly shall be held at the seat of the League, or, in exceptional circumstances, at such other place as is designated by the Assembly or by a majority of the Council, or approved by a majority of the Members of the League.

RULE 3.

Summons.

1. The sessions of the Assembly shall be summoned by the President of the Council, acting through the Secretary-General.

2. The summons shall be addressed to the Members of the League not less than four months before the date fixed for the opening of the session. In exceptional circumstances, however, the Council, by a majority vote, may sanction a shorter period.

3. Les dispositions du paragraphe précédent n'affectent en rien les stipulations concernant les cas spéciaux prévus au Pacte.

Ordre du jour.

ARTICLE 4.

1. L'ordre du jour de la session est établi par le Secrétaire général de la Société, avec l'approbation du président du Conseil, et communiqué en entier aux Membres, autant que possible quatre mois avant la date de la première séance.

2. L'ordre du jour de chaque session annuelle comprendra :

a) Un rapport sur l'œuvre du Conseil accomplie depuis la dernière session de l'Assemblée, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée ;

b) Toutes les questions dont la mise à l'ordre du jour aura été décidée par l'Assemblée au cours d'une session antérieure ;

c) Les questions proposées par le Conseil ;

d) Les questions proposées par un Membre de la Société ;

e) Le projet de budget pour l'exercice financier suivant et le rapport sur les comptes de l'exercice précédent.

*Inscription de
nouvelles questions.*

3. Tout Membre de la Société peut, un mois avant la date fixée pour la séance d'ouverture, demander l'inscription de nouvelles questions à l'ordre du jour. Ces questions figureront sur une liste supplémentaire, qui sera communiquée aux Membres de la Société des Nations trois semaines au moins avant la date fixée pour la séance d'ouverture. L'Assemblée décidera si les questions figurant sur la liste supplémentaire feront partie de l'ordre du jour de la session.

4. L'Assemblée peut, dans des circonstances exceptionnelles, inscrire de nouvelles questions à son ordre du jour, mais elle ne peut en aborder l'étude que quatre jours après leur inscription et après rapport d'une commission, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement à la majorité des deux tiers.

4 a. Aucune proposition tendant à l'inscription d'une nouvelle question à l'ordre du jour de l'Assemblée ne peut être signée par plus de quinze Membres de la Société.

3. Nothing contained in paragraph 2 of this Rule shall affect the provisions, concerning special cases, contained in the Covenant.

RULE 4.

Agenda.

1. The agenda shall be drawn up by the Secretary-General with the approval of the President of the Council. The complete agenda shall be circulated as nearly as possible four months before the date fixed for the opening of the session.

2. The agenda of a general session shall include :

(a) A report on the work of the Council since the last session of the Assembly, on the work of the Secretariat, and on the measures taken to execute the decisions of the Assembly ;

(b) All items whose inclusion has been ordered by the Assembly at a previous session ;

(c) All items proposed by the Council ;

(d) All items proposed by a Member of the League ;
and

(e) The Budget for the next fiscal period, and the report on the accounts of the last fiscal period.

3. Any Member of the League may, at least one month before the date fixed for the opening of the session, request the inclusion of additional items in the agenda. Such items shall be placed on a supplementary list, which shall be circulated to the Members of the League at least three weeks before the date fixed for the opening of the session. The Assembly shall decide whether items on the supplementary list shall be included in the agenda of the session.

*Inclusion of
Additional Items.*

4. The Assembly may in exceptional circumstances place additional items on the agenda ; but all consideration of such items shall, unless otherwise ordered by a two-thirds majority of the Assembly, be postponed until four days after they have been placed on the agenda, and until a committee has reported upon them.

4 a. No proposal for the placing of a new question on the agenda of the Assembly may be signed by more than fifteen Members of the League.

Remplaçants et
experts.

tanément empêché de prendre part aux délibérations de l'Assemblée, le suppléant peut siéger à sa place.

4. Les délégations peuvent, dans les commissions, désigner des remplaçants autres que ceux indiqués dans le présent article, ainsi que des experts techniques ; mais remplaçants et experts ne peuvent être nommés ni présidents ni rapporteurs et ne peuvent pas siéger à l'Assemblée.

Président et
Vice-Présidents.
Bureau de
l'Assemblée.

ARTICLE 7¹.

1. Le Bureau de l'Assemblée est composé du président de l'Assemblée, de huit vice-présidents, ainsi que des présidents des Commissions générales, du président de la Commission de l'ordre du jour et du président de la Commission de vérification des pouvoirs.

L'Assemblée peut décider d'adjoindre au Bureau les présidents d'autres commissions de l'Assemblée et, à titre exceptionnel, d'autres membres.

2. Le président est élu au début de chaque session.

3. Le président du Conseil de la Société assume provisoirement la présidence de l'Assemblée, jusqu'à l'élection du président définitif.

4. L'élection des vice-présidents aura lieu à l'une des premières séances de la session.

Commission de
l'ordre du jour.

ARTICLE 7(a).

1. Une Commission de l'ordre du jour est constituée au début de chaque session. Elle comprend sept membres, qui sont nommés par l'Assemblée sur la proposition du président.

2. La Commission élit son président et son vice-président.

3. La Commission examine les demandes d'inscription de questions nouvelles à l'ordre du jour de l'Assemblée. Elle fait à ce sujet un rapport à l'Assemblée.

¹ Le 30 septembre 1933, l'Assemblée a approuvé la recommandation suivante, qui lui a été proposée par le Bureau :

« Pour l'élection des vice-présidents de l'Assemblée, par application de l'article 7, alinéas 1 et 4, du Règlement intérieur, les bulletins de vote ne devraient pas porter des noms de personnalités, mais devraient porter la mention « Le premier délégué » de tel ou tel pays ».

meeting of the Assembly, or is temporarily prevented from taking part in its deliberations, but, if the representative is present at the meeting, the substitute representative or substitute is only entitled to assist him.

4. A delegation may appoint for service on a committee a deputy or technical adviser other than those referred to in the above paragraphs of this Rule; but a deputy or adviser so appointed shall not be eligible for appointment as Chairman or Rapporteur, or for a seat in the Assembly.

*Deputies and
Technical Advisers.*

RULE 7. ¹

1. The General Committee of the Assembly shall consist of the President of the Assembly, eight Vice-Presidents and the Chairmen of the main Committees of the Assembly, the Agenda Committee and the Committee for the examination of the full powers.

**President,
Vice-Presidents
and General
Committee.**

The Assembly may decide to add to the General Committee the Chairmen of other Assembly Committees and, in exceptional cases, other members.

2. The President shall be elected at the beginning of each session.

3. Until the election of the President, the President of the Council shall act as President of the Assembly.

4. The election of the Vice-Presidents shall take place at one of the early meetings of the session.

RULE 7(a).

**Agenda
Committee.**

1. An Agenda Committee shall be set up at the beginning of each session. It shall consist of seven members, who shall be appointed by the Assembly on the nomination of the President.

2. The Committee shall elect its own Chairman and Vice-Chairman.

3. The Committee shall consider applications for the inclusion of new questions in the agenda of the Assembly, and shall report to the Assembly thereon.

¹ On September 30th, 1933, the Assembly approved the following recommendation, which was made to it by the General Committee:

"When proceeding to the election of the Vice-Presidents of the Assembly, in application of Rule 7, paragraphs 1 and 4, of the Rules of Procedure, the voting-papers should not bear the names of individuals, but should be marked 'The First Delegate' of such and such a country."

5. Aucune proposition tendant à modifier la méthode de répartition des dépenses en vigueur ne sera inscrite à l'ordre du jour, si elle n'a été communiquée aux Membres de la Société quatre mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la session.

**Communication
des noms des
représentants.
Pleins pouvoirs**

ARTICLE 5.

1. Chaque Membre communique au Secrétaire général, autant que possible une semaine avant l'ouverture de la session, le nom de ses représentants, dont le nombre ne doit pas excéder trois. Il peut y ajouter les noms des représentants suppléants.

2. Les pleins pouvoirs des représentants doivent être remis au Secrétaire général autant que possible une semaine avant l'ouverture de la session. Ils seront délivrés, soit par le chef de l'Etat, soit par le ministre des Affaires étrangères¹.

3. Une Commission de vérification des pouvoirs, composée de neuf membres, est élue par l'Assemblée sur la proposition de la Présidence. Elle nomme son président et son vice-président et fait immédiatement son rapport.

4. Tout représentant dont l'admission soulève de l'opposition siège provisoirement avec les mêmes droits que les autres représentants, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement.

Suppléants.

ARTICLE 6.

1. Outre les représentants suppléants mentionnés au paragraphe 1 de l'article 5, les représentants d'un Membre de la Société présents à l'Assemblée peuvent collectivement désigner des suppléants. La nomination des suppléants doit être communiquée par écrit au président.

2. Si un représentant suppléant a été nommé par un Membre de la Société, il peut remplacer un représentant sans être désigné par les représentants titulaires.

3. Le titulaire étant présent, le suppléant ne peut que l'assister ; si le titulaire est absent ou s'il se trouve momen-

¹ Il va de soi que, pour les pays qui n'ont pas de ministre des Affaires étrangères, les pouvoirs pourront être délivrés par une autorité ayant des compétences similaires ou équivalentes.

5. No proposal for a modification of the allocation of expenses for the time being in force shall be inserted in the agenda, unless it has been communicated to the Members of the League at least four months before the date fixed for the opening of the session.

RULE 5.

**Communication
of Names of
Representatives.
Full Powers.**

1. Each Member shall communicate to the Secretary-General, if possible one week before the date fixed for the opening of the session, the names of its representatives, of whom there shall be not more than three. The names of substitute-representatives may be added.

2. The full powers of the representatives shall be delivered to the Secretary-General, if possible, one week before the date fixed for the opening of the session. They shall be issued either by the Head of the State or by the Minister for Foreign Affairs.¹

3. A Committee of nine members for the examination of the full powers shall be elected by the Assembly on the proposal of the President. The Committee shall appoint its own Chairman and Vice-Chairman. It shall report without delay.

4. Any representative to whose admission objection has been made shall sit provisionally with the same rights as other representatives, unless the Assembly decides otherwise.

RULE 6.

**Substitute
Representatives
and Substitutes.**

1. In addition to the substitute-representatives mentioned in paragraph 1 of Rule 5, the representatives of a Member of the League attending the Assembly, acting together as a delegation, may appoint substitutes. Any such appointment shall be communicated in writing to the President.

2. A substitute-representative appointed by a Member of the League may take the place of a representative without nomination by the representatives.

3. A substitute-representative or substitute may take the place of a representative who is absent from a

¹ It is obvious that, in the case of countries which do not possess a Minister for Foreign Affairs, the full powers may be issued by an authority possessing similar or equivalent powers.

4. Les propositions tendant simplement au renvoi à une commission générale d'éléments du rapport sur l'œuvre de la Société sont décidées par l'Assemblée sans renvoi préalable à la Commission de l'ordre du jour.

Comité de nominations.

ARTICLE 7(b).*

1. *L'Assemblée constitue au début de chaque session un comité de onze membres, auquel est confiée la tâche de présenter des candidatures pour toute élection à des fonctions qui confèrent un siège au Bureau.*

2. *Le président provisoire de l'Assemblée fait à celle-ci des propositions quant à la composition de ce comité.*

3. *Les membres de l'Assemblée et des Commissions conservent la liberté de voter pour d'autres personnes que celles proposées par le Comité.*

Fonctions du Président et du Bureau.

ARTICLE 8.

1. Le président ouvre, suspend et lève les séances et dirige le travail de l'Assemblée; il assure l'observation du règlement, donne la parole, déclare les discussions closes, met les questions aux voix et proclame les résultats du scrutin.

2. Le président est assisté des membres du Bureau pour diriger d'une façon générale le travail de l'Assemblée, pour constituer les commissions que l'Assemblée peut décider de créer, pour arrêter les communications à lui faire et pour fixer l'ordre du jour de chaque séance, ainsi que l'ordre dans lequel les différentes questions devront être examinées.

Secrétariat.

ARTICLE 9.

1. Le Secrétaire général est chargé de l'organisation du secrétariat de l'Assemblée, ainsi que des secrétariats des commissions constituées par l'Assemblée.

2. Le Secrétaire général peut être assisté ou remplacé, au cours des séances de l'Assemblée, par un ou plusieurs

* Le 10 octobre 1936, l'Assemblée adopta, à titre d'essai, la procédure envisagée dans cet article, laquelle, sauf décision contraire qui pourrait être prise dans l'intervalle, doit s'appliquer jusqu'à l'expiration de la session ordinaire de 1939.

4. Proposals for the mere reference to one of the main Committees of portions of the Report on the Work of the League shall be decided upon by the Assembly without previous reference to the Agenda Committee.

RULE 7(b).*

**Nomination
Committee.**

1. *At the commencement of each session, the Assembly shall appoint a committee of eleven members whose duty shall be to nominate candidates for functions which carry with them a seat on the General Committee.*

2. *The provisional President of the Assembly shall submit proposals to it regarding the composition of this Committee.*

3. *The Members of the Assembly and the Committees shall retain the right to vote for persons other than those proposed by the above-mentioned Committee.*

RULE 8.

**Functions of
President
and General
Committee.**

1. The President shall announce the opening, suspension and adjournment of the meetings of the Assembly, direct the work of the Assembly, ensure the observance of the Rules of Procedure, accord the right to address the Assembly, declare the debates to be closed, put questions to the vote, and announce the result of the voting.

2. In the general direction of the work of the Assembly, in the constitution of such committees as the Assembly decides to create, in deciding on the communications to be made to the Assembly, in the framing of the agenda for each meeting, and in the determination of the order of priority for its various items, the President shall be assisted by the General Committee.

RULE 9.

Secretariat.

1. The Secretary-General shall be responsible for the organisation of the Secretariat of the Assembly and of the secretariat of any committees set up by the Assembly.

2. The Secretary-General may be assisted or replaced at the meetings of the Assembly by a deputy or deputies.

* On October 10th, 1936, the Assembly adopted as an experiment the procedure laid down in this rule, which, unless otherwise decided in the interval, is to have effect down to the termination of the ordinary session of 1939.

délégués. Le Secrétaire général ou ses délégués peuvent, à tout moment, sur l'invitation du président, soumettre à l'Assemblée des rapports sur toute question que l'Assemblée est en train d'examiner. Ils peuvent être invités par le président à faire des communications verbales au sujet de toute question à l'examen.

Documentation.

ARTICLE 10.

1. Le Secrétariat est chargé notamment de recevoir, imprimer, communiquer et traduire les documents, rapports ou résolutions, de traduire les discours faits au cours des séances, de rédiger, imprimer et communiquer les procès-verbaux des réunions, de conserver les documents de l'Assemblée dans les archives de la Société, de publier les rapports des séances et, en général, d'assumer toutes les tâches que l'Assemblée juge bon de lui confier.

2. Tous les documents émanant de l'Assemblée sont communiqués aux gouvernements des Membres de la Société.

**Publicité des
séances plénières**

ARTICLE 11.

1. Le public est admis aux séances plénières de l'Assemblée sur cartes distribuées par le Secrétaire général.

2. L'Assemblée peut décider que certaines séances déterminées ne seront pas publiques.

3. Les décisions prises dans des séances non publiques sur les questions à l'ordre du jour seront communiquées par l'Assemblée au cours d'une séance publique.

ARTICLE 12.

(Supprimé.)

**Communications
à l'Assemblée.**

ARTICLE 13.

Au début de chaque séance, le président soumet à l'Assemblée toutes les communications adressées à l'Assemblée ou à la Société des Nations, dont l'importance lui paraît justifiée.

The Secretary-General, or one of his deputies, may at any time, on the invitation of the President, bring before the Assembly reports concerning any question which is being considered by the Assembly, and may be invited by the President to make verbal communications concerning any question under consideration.

RULE 10.

Documents.

1. It shall be the duty of the Secretariat, *inter alia*, to receive, print, circulate and translate documents, reports and resolutions; to translate speeches made at the meetings; to draft, print and circulate the Minutes of the session; to have the custody and proper preservation of the documents in the archives of the Assembly; to publish the reports of the meetings, and, generally, to perform all other work which the Assembly thinks fit to entrust to it.

2. All documents emanating from the Assembly shall be circulated to the Governments of the Members of the League.

RULE 11.

Publicity of Plenary Meetings.

1. The public shall be admitted to the plenary meetings of the Assembly, by cards distributed by the Secretary-General.

2. The Assembly may decide that particular meetings shall be private.

3. All decisions of the Assembly upon items on the agenda, which have been taken at a private meeting, shall be announced at a public meeting of the Assembly.

RULE 12.

(Deleted.)

RULE 13.

Communications to the Assembly.

At the beginning of each meeting the President shall present to the Assembly all communications addressed to the Assembly or to the League, the importance of which appears to him to warrant such action.

Commissions.

ARTICLE 14 ¹.

Constitution.

1. L'Assemblée décidera la création de commissions pour l'étude des questions figurant à l'ordre du jour. Les questions de même ordre seront renvoyées à la même commission.

Rapports des Commissions, notamment en matière de dépenses.

2. L'Assemblée ne statue sur les questions à l'ordre du jour en séance plénière qu'après dépôt et distribution d'un rapport d'une commission, à moins que, votant à la majorité des deux tiers, elle n'en juge autrement.

Les décisions entraînant des dépenses sont soumises aux dispositions du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations ².

Les rapports établis par une commission et prévoyant les dépenses doivent indiquer si ces dépenses rentreront dans les dépenses générales de la Société ou si elles seront recouvrées sur les Membres de la Société qui y sont particulièrement intéressés.

Aucune résolution entraînant des dépenses ne pourra, en aucun cas, être votée par l'Assemblée avant que la Commission des finances ait, en tenant compte des dispositions budgétaires générales, donné son avis sur l'opportunité des dépenses proposées ³.

Composition.

3. Chaque délégation peut désigner un délégué et des conseillers techniques pour chaque commission.

Présidents et rapporteurs.

4. Les commissions nomment elles-mêmes leurs présidents et leurs rapporteurs.

Sous-commissions.

5. Chaque commission a la faculté de se diviser en sous-commissions qui constitueront elles-mêmes leur bureau.

*Publicité des séances.
Procès-verbaux.*

6. Sauf décision contraire, le public ne sera pas admis aux séances des commissions. Les commissions tiendront

¹ Le 10 octobre 1936, l'Assemblée décida de maintenir pour la session de 1937 la règle suivante qui a été établie, à titre d'essai, par la résolution de l'Assemblée du 11 octobre 1933 :

Le président du Conseil, après avoir consulté le président de la Commission de contrôle, pourra convoquer la Commission des finances pour une date antérieure de huit jours au plus à la première séance de la session ordinaire de l'Assemblée. Elle sera composée des représentants accrédités à cet effet par les Membres de la Société. Elle désignera son président, qui deviendra par là membre du Bureau de l'Assemblée aux termes de l'article 7 du Règlement intérieur. La constitution de la Commission sera communiquée à l'Assemblée lors de la première séance plénière de l'Assemblée.

² Voir Annexe III.

³ Voir Annexe II.

RULE 14.¹

Committees.

1. The Assembly shall establish such committees as it thinks fit, for the consideration of the items on the agenda. Items of the same nature will be referred to the same committee.

Constitution.

2. The Assembly shall not decide items on the agenda in full meeting until the report of a committee upon them has been presented and circulated, unless the Assembly itself, by a two-thirds majority, determines otherwise.

Reports of Committees, particularly Reports involving Expenditure.

Decisions involving expenditure shall be subject to the rules laid down in the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations.²

Reports by a committee involving the expenditure of money must indicate whether the expenditure will constitute part of the general expenses of the League or whether it will be recovered from the Members of the League particularly concerned.

No resolution involving expenditure shall in any case be voted by the Assembly before the Finance Committee shall have expressed its opinion on the advisability of the proposed expenditure from the point of view of general budgetary resources.³

3. Each delegation may designate one member, and may nominate technical advisers, for each committee.

Membership.

4. Each committee shall appoint its Chairman and Rapporteurs.

Officers.

5. Each committee may appoint sub-committees, which shall elect their own officers.

Sub-committees.

6. Each committee shall meet in private unless it decides otherwise. It shall keep a register of its discussions,

Publicity of Meetings. Minutes.

¹ On October 10th, 1936, the Assembly decided that the following rule, established as an experiment by the Assembly's resolution of October 11th, 1933, should be maintained for the session of 1937 :

The President of the Council, after consulting the Chairman of the Supervisory Commission, may convene the Finance Committee for a date preceding by not more than one week the first meeting of the ordinary session of the Assembly. The Committee shall be composed of the representatives accredited for the purpose by the Members of the League. It shall appoint its Chairman, who shall thereby become a member of the General Committee of the Assembly under the terms of Rule 7 of the Rules of Procedure. The establishment of the Committee shall be reported to the Assembly at the first plenary meeting of the Assembly.

² See Annex III.

³ See Annex II.

un registre de leurs délibérations et un procès-verbal qui seront publiés aussitôt que possible et qui pourront toujours être consultés par les Membres de l'Assemblée. Ces documents ne seront publiés qu'après approbation par la commission.

*Droit de parole
au sein des
commissions.*

7. Tout représentant a le droit de faire à une commission toute communication qu'il jugera utile, mais il ne pourra y prendre la parole que s'il en est membre, à moins d'autorisation spéciale du président de la commission.

Secrétariat.

8. Le Secrétaire général ou ses délégués pourront également faire aux commissions et aux sous-commissions tous les rapports ou toutes les communications verbales qu'ils jugeront utiles.

**Procédure pour
la présentation
et l'adoption en
séance plénière
des rapports des
commissions.**

ARTICLE 14 a.

1. Lors de l'adoption en séance plénière des rapports et résolutions présentés par les diverses commissions de l'Assemblée, le président, dans les cas indiqués ci-dessous, énumérera les rapports et fera procéder immédiatement au vote des résolutions proposées.

2. La procédure prévue à l'alinéa 1 ne s'appliquera que dans les cas où la Commission aura été unanime à déclarer qu'elle ne considère pas comme nécessaire une discussion du rapport en séance plénière et où aucune délégation n'aura ultérieurement demandé au président l'ouverture d'une discussion sur le rapport. A cette fin, le rapport devra être distribué aux délégations vingt-quatre heures avant la délibération en séance plénière.

**Procédure des
débat.**

ARTICLE 15.

1. Aucun représentant ne peut prendre la parole à l'Assemblée sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du président.

2. Les orateurs parleront à tour de rôle, dans l'ordre où ils auront demandé la parole. Le président et le rapporteur d'une commission pourront parler avant leur tour pour défendre ou expliquer les conclusions auxquelles est arrivée leur commission.

Le même principe s'applique aux Membres du Conseil.

and Minutes, which shall be published at the earliest possible date, but not until they have been approved by the committee. They may at any time be consulted by any Member of the Assembly.

7. Every representative shall have the right to place before any committee any communication which he considers should be made to it, but no representative may, without special leave from the Chairman, speak at a meeting of any committee of which he is not a member.

*Right to speak
in Committees.*

8. The Secretary-General or his deputies may make to any committee or sub-committee any report or verbal communication which he or they may consider desirable.

Secretariat.

RULE 14(a).

1. When the reports and resolutions submitted by the various Committees of the Assembly are brought up for adoption in plenary session, the President, in the cases indicated below, shall read the titles of the reports and put forthwith to the vote the resolutions which are proposed.

**Procedure for
Presentation and
Adoption of
Reports of
Committees in
Plenary Session.**

2. The procedure provided for in paragraph 1 shall only apply in cases where the Committee has unanimously declared that it does not consider a discussion of the report in plenary session to be necessary and where no delegation has subsequently asked the President to open a discussion on the report. The report must be circulated to the delegations twenty-four hours before it is brought up in plenary session.

RULE 15.

1. No representative may address the Assembly without having previously obtained the permission of the President.

**Procedure for
Discussions.**

2. Speakers shall be called upon in the order in which they have signified their desire to speak. The Chairman and the Rapporteur of a committee may be accorded precedence for the purpose of defending or explaining the conclusions arrived at by their committee. The same principle shall apply to any Member of the Council,

3. Le président peut rappeler à l'ordre l'orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion ; il peut au besoin lui retirer la parole.

4. Au cours de la discussion d'une question, un représentant peut soulever une motion d'ordre, et le président doit prendre une décision immédiate, conformément au règlement.

5. L'Assemblée peut limiter la durée des discours à prononcer par chaque orateur.

**Traduction de
discours et de
documents.**

ARTICLE 16.

1. Les discours en français sont résumés en anglais, et *vice versa*, par un interprète appartenant au Secrétariat.

2. Tout représentant parlant dans une autre langue doit assurer lui-même la traduction de son discours en français ou en anglais.

3. Tous les documents, résolutions et rapports communiqués par le président ou par le Secrétariat doivent être rédigés à la fois en français et en anglais.

4. Tout représentant peut faire distribuer des documents écrits dans une langue autre que le français ou l'anglais, mais le Secrétariat n'est pas tenu de pourvoir à leur traduction ou à leur impression.

5. Tout Membre de la Société ou tout groupe de Membres peut demander que régulièrement tous les documents et publications de la Société soient traduits, imprimés et distribués dans une autre langue que le français ou l'anglais, à la condition d'y pourvoir lui-même.

**Résolutions,
amendements
et motions.**

ARTICLE 17.

1. Les projets de résolutions, amendements et motions doivent être communiqués par écrit au président, qui en fera distribuer des exemplaires aux représentants.

1 *bis*. Aucun projet de résolution, amendement ou motion ne peut être signé par plus de quinze Membres de la Société.

2. En règle générale, nul projet n'est discuté ou mis aux voix, si des exemplaires n'en ont pas été communiqués aux représentants, au plus tard la veille de la séance,

3. The President may call a speaker to order if his remarks are not relevant to the subject under discussion. If necessary, he may direct the speaker to resume his seat.

4. When a motion is under discussion, a representative may rise to a point of order, and such point of order shall be immediately decided by the President in accordance with the Rules of Procedure.

5. The Assembly may limit the time allowed to each speaker.

RULE 16.

1. Speeches in French shall be summarised in English, and *vice versa*, by an interpreter belonging to the Secretariat.

Translation of
Speeches and
Documents.

2. A representative speaking in another language shall provide for the translation of his speech into one of these two languages.

3. All documents, resolutions and reports circulated by the President or the Secretariat shall be rendered in both French and English.

4. Any representative may have documents circulated in a language other than French or English, but the Secretariat will not be responsible for their translation or printing.

5. Any Member of the League, or any group of Members, may require that all documents and publications of the League shall be regularly translated into, and printed and circulated in, a language other than French and English, but shall in such case defray all the necessary expenses.

RULE 17.

1. Resolutions, amendments and motions must be introduced in writing and handed to the President. The President shall cause copies to be distributed to the representatives.

Resolutions,
Amendments
and Motions.

1 a. No resolution, amendment or motion may be signed by more than fifteen Members of the League.

2. As a general rule, no proposal shall be discussed or put to the vote at any meeting of the Assembly unless copies of it have been circulated to all representatives not later than the day preceding the meeting.

3. Le président peut, cependant, autoriser la discussion ou l'examen d'amendements ou de motions d'ordre, sans en avoir au préalable fait faire la communication.

ARTICLE 18.

*Question
préalable
ou suspensive.*

1. Dans toute discussion, tout représentant peut poser la question préalable ou suspensive. Cette question aura la priorité ; outre l'auteur de la proposition, deux orateurs dans chaque sens peuvent prendre la parole.

Division.

2. La division est de droit, si elle est demandée.

Clôture.

3. A tout moment, un représentant peut demander la clôture de la discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. Si la parole est demandée pour s'opposer à la clôture, deux orateurs seulement seront autorisés à parler.

4. Le président demandera l'avis de l'Assemblée sur la motion de clôture. Si, à la majorité, l'Assemblée approuve la motion, le président prononce la clôture de la discussion.

*Procédure de vote
de propositions et
d'amendements.*

5. En présence de plusieurs propositions, on donne la priorité dans le vote à celle qui s'éloigne le plus de la proposition principale.

6. Si un amendement est suppressif, on met aux voix le maintien de la disposition qu'il a pour but de supprimer ; si ce maintien est rejeté, on vote sur l'amendement.

7. Si un amendement est adjonctif, on vote sur l'amendement ; s'il est approuvé, on vote sur l'ensemble de la proposition amendée.

Majorité

ARTICLE 19.

1. Sauf disposition expressément contraire du Pacte ou d'un traité, les décisions de l'Assemblée sont prises à l'unanimité des Membres de la Société représentés à la séance.

2. Toutes questions de procédure qui se posent aux séances de l'Assemblée, y compris la désignation des commissions chargées d'enquêter sur des points particuliers, sont réglées par l'Assemblée et décidées à la majorité des Membres de la Société représentés à la séance.

3. The President may, however, permit the discussion and consideration of amendments, or of motions as to procedure, without previous circulation of copies.

RULE 18.

1. During the discussion of any question, any representative may move the previous question or the adjournment. Any such motion shall have priority in the debate. In addition to the proposer of the motion, two representatives may speak in favour of, and two against, the motion.

*Previous
Question or
Adjournment.*

2. Parts of a proposal shall be voted on separately, if a representative request that the proposal be divided.

*Division of
Proposals.*

3. A representative may at any time move the closure of the debate, whether any other representative has signified his wish to speak or not. If application is made for permission to speak against the closure, it may be accorded to not more than two speakers.

Closure.

4. The President shall take the sense of the Assembly on a motion for closure. If the Assembly decides in favour of the closure, the President shall declare the closure of the debate.

5. When a number of proposals are before the Assembly, the proposal furthest removed in substance from the principal one shall be voted on first.

*Procedure for voting
Proposals and
Amendments.*

6. If an amendment striking out part of a proposal is moved, the Assembly shall first vote on whether the words in question shall stand part of the proposal. If the decision is in the negative, the amendment shall then be put to the vote.

7. When an amendment adds to a proposal it shall be voted on first, and if it is adopted the amended proposal shall then be voted on.

RULE 19.

Majority.

1. Except where otherwise expressly provided in the Covenant or by the terms of a treaty, decisions of the Assembly shall be taken by a unanimous vote of the Members of the League represented at the meeting.

2. All matters of procedure at a meeting of the Assembly, including the appointment of committees to investigate particular matters, shall be decided by a majority of the Members of the League represented at the meeting.

3. Sont considérées comme questions de procédure, toutes décisions prises en vertu des articles du présent règlement.

4. Pour qu'une décision soit prise à la majorité, il faut que la moitié plus un des Membres représentés à la séance émette un vote favorable.

5. Dans toutes les votations visées au présent article, les représentants qui s'abstiennent sont considérés comme non présents.

Appel nominal.

ARTICLE 20.

L'Assemblée vote par appel nominal, sauf lorsque les Membres de la Société des Nations représentés à la séance décident que le vote se fera par « debout » et « assis » et sauf dans les cas prévus par l'article 21. L'appel nominal se fera d'une des deux façons suivantes, selon la décision de l'Assemblée :

a) Le nom de chaque délégation sera appelé et un de ses membres répondra par « oui » ou « non », ou « je m'abstiens ». Le résultat du vote sera enregistré et proclamé ;

ou

b) La délégation de chaque Membre de la Société représenté à la séance de l'Assemblée reçoit deux bulletins de vote portant l'indication du nom de son pays. L'un de ces bulletins, de couleur rouge, signifie « oui » ; l'autre, de couleur bleue, signifie « non ». Les bulletins de vote sont déposés dans une urne disposée sur le Bureau. Lorsque tous les bulletins ont été recueillis, le président proclame la clôture du scrutin, et le Bureau procède à son dépouillement. On donne connaissance à l'Assemblée de chacun des suffrages exprimés, et le Président proclame le résultat du scrutin.

Elections.

ARTICLE 21.

1. Toute décision concernant des personnes est prise au scrutin secret.

2. Si aucun nom n'obtient la majorité au premier tour, on procède à un second tour, mais, dans ce cas, le vote ne

3. All decisions taken in virtue of these Rules shall be considered as matters of procedure.

4. A majority decision requires the affirmative votes of more than half of the Members of the League represented at the meeting.

5. For the purposes of this Rule, representatives who abstain from voting shall be considered as not present.

RULE 20.

**" Appel
Nominal "**

The Assembly shall vote by " Appel Nominal ", except when the Members of the League represented at the meeting agree that the method of voting shall be by heads of delegations rising in their seats, and except in the cases provided for in Rule 21. The " Appel Nominal " shall be taken in one of the following manners, as the Assembly may decide :

(a) The name of each delegation shall be called, and one of its members shall reply " Yes ", " No ", or " Not voting ". The result of the vote shall be recorded and announced to the Assembly ;
or

(b) The delegation of each Member of the League represented at the meeting shall be provided with two voting tickets, on which the name of the country is written, one red and one blue, the former being " Aye " the latter " No ". The voting tickets shall be deposited in an urn placed near the President's platform. When all the votes have been collected the President shall declare the ballot closed, and the General Committee shall proceed to count the votes. The individual votes shall be communicated to the Assembly and the result shall be announced by the President.

RULE 21.

Elections.

1. All decisions relating to individuals shall be taken by a secret ballot.

2. If, when one person only is to be elected, no one person obtains at the first ballot an absolute majority of votes, an entirely new ballot shall be taken ; but on this occasion the voting shall be confined to the two candidates

portera plus que sur les deux candidats qui auront obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité, le candidat le plus âgé est élu.

3. Quand l'Assemblée est appelée à procéder simultanément à plusieurs nominations dans des conditions identiques, elle y procède par le scrutin de liste. Sont élus au premier tour, ceux qui obtiennent la majorité absolue des voix. Si le nombre de ceux qui ont obtenu cette majorité est inférieur au nombre des nominations à faire, on procède, parmi ceux qui auront obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour, à un second tour sur un nombre de candidats double de celui des places restées disponibles ; sont alors élus, ceux qui auront réuni le plus grand nombre de voix ¹.

**Egalité de voix.
Second vote.**

ARTICLE 22.

En cas d'égalité de voix dans tout autre vote que ceux visés par l'article 21, où la majorité est requise, on procède à un second vote au cours de la séance suivante. Celle-ci se tiendra dans les quarante-huit heures suivant la date à laquelle le premier vote a eu lieu, et l'ordre du jour de cette séance mentionnera expressément que la question en suspens fera l'objet d'un second vote. Si, au cours de cette seconde séance, la motion ne rallie pas la majorité des suffrages, elle est considérée comme rejetée.

**Election des
Membres non
permanents du
Conseil.**

ARTICLE 22a.

1. Les Membres dont les représentants sont appelés à faire partie du Conseil à titre non permanent sont désignés par l'Assemblée au scrutin secret.

2. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à la vacance de plusieurs sièges, l'élection se fait au scrutin de liste. Est nul, tout bulletin contenant plus de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

3. Nul n'est élu au premier et au second tour de scrutin, s'il n'a obtenu au moins la majorité absolue des voix. Si, après deux tours de scrutin, il reste encore des sièges à pourvoir, il est procédé à un troisième tour sur une liste comprenant les candidats les plus favorisés au deuxième

¹ Pour les règles concernant l'élection des membres de la Cour permanente de Justice internationale, voir Annexe VI.

who obtained the largest number of votes at the first ballot. If there is at this ballot an equality of votes for the two candidates, the elder candidate shall be declared elected.

3. When a number of elective places of the same nature are to be filled at one time, those persons who obtain an absolute majority at the first ballot shall be elected. If the number of persons obtaining such majority is less than the number of persons to be elected, there shall be a second ballot to fill the remaining places, the voting being restricted to the unsuccessful candidates who obtained the greatest number of votes at the first ballot, not more than double in number the places remaining to be filled. Those candidates, to the number required to be elected, who receive the greatest number of votes at the second ballot shall be declared elected.¹

RULE 22.

In case of equality in any voting other than that referred to in Rule 21, in which a majority is required, a second vote shall be taken in the course of the next meeting; this meeting shall be held within 48 hours from the date on which the first vote was taken, and it shall be expressly mentioned on the agenda that a second vote will be taken on the matter in question. Unless there is at this subsequent meeting a majority in favour of the proposal, it shall be considered as lost.

**Equality in
Voting.
Second Vote.**

RULE 22a.

1. The Members whose representatives are to sit on the Council as non-permanent Members of that body shall be selected by the Assembly by secret ballot.

2. Where several seats are to be filled, the election shall be made by voting a list of names. Any ballot-paper containing more names than there are seats to be filled shall be null and void.

3. No Member shall be elected at the first or at the second ballot unless it has obtained at least the absolute majority of the votes. If, after two ballots, there still remain seats to be filled, a third ballot shall be held upon a

**Election of Non-
permanent
Members of the
Council.**

¹ For the rules concerning the election of members of the Permanent Court of International Justice, see Annex VI.

tour en nombre double des sièges à pourvoir ; sont alors élus, les Membres ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages.

4. Si deux ou plusieurs Membres ont obtenu le même nombre de voix sans qu'il y ait un siège pour chacun, il est procédé à un tour spécial de scrutin entre ces Membres ; en cas d'égalité nouvelle, il est tiré au sort par le président.

Ajournement ou suspension de séance.

ARTICLE 23.

1. Le président peut déclarer la séance levée ou suspendue, si, lorsqu'il propose de la lever ou de la suspendre, il ne rencontre pas d'objection de la part de l'Assemblée.

2. Le président déclare la séance levée ou suspendue, lorsque l'Assemblée le décide.

Revision de résolutions.

ARTICLE 24.

Le Bureau peut apporter des modifications de forme, mais non de fond, à toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée, quand il le juge nécessaire à la coordination des textes. Il en fait un rapport à l'Assemblée.

Compte rendu.

ARTICLE 25.

Le compte rendu *in extenso* de chaque séance est rédigé par le Secrétariat et soumis à l'Assemblée après approbation du président.

Communication des textes votés par l'Assemblée.

ARTICLE 26.

Les textes votés par l'Assemblée seront communiqués aux Membres de la Société par le Secrétaire général, dans les quinze jours qui suivront la clôture de l'Assemblée.

Application du Règlement aux séances des Commissions.

ARTICLE 27.

Le règlement intérieur s'applique aussi aux délibérations des commissions de l'Assemblée ¹.

Modification du règlement.

ARTICLE 28.

Le présent règlement peut être modifié par décision de l'Assemblée, prise à la majorité des voix, après rapport d'une commission.

¹ En ce qui concerne l'adoption de décisions à la majorité par les commissions de l'Assemblée, et la question des rapports de minorités, voir le rapport adopté par l'Assemblée en 1924 (Annexe V).

list consisting of the candidates which obtained most votes at the second ballot, up to a number double that of the seats still to be filled, and those Members shall be elected which obtain the greatest number of votes.

4. If two or more Members obtain the same number of votes and there is not a seat available for each, a special ballot shall be held between them; if they again obtain an equal number of votes, the President shall decide between them by drawing lots.

RULE 23.

1. The President may declare a meeting to be adjourned or suspended if a proposal for adjournment or suspension made by him does not meet with objection from the Assembly.

**Adjournment or
Suspension
of Meetings.**

2. The President shall declare an adjournment or suspension of the meeting upon a vote to this effect by the Assembly.

RULE 24.

The General Committee, in cases where it deems it necessary, may revise the resolutions adopted by the Assembly, changing their form but not their substance. Any such changes shall be reported to the Assembly.

**Revision of
Resolutions.**

RULE 25.

The verbatim report of each meeting shall be drawn up by the Secretariat and submitted to the Assembly after approval by the President.

**Verbatim
Reports.**

RULE 26.

The resolutions adopted by the Assembly shall be circulated by the Secretary-General to the Members of the League within fifteen days after the termination of the session.

**Circulation of
Assembly
Resolutions.**

RULE 27.

These Rules of Procedure shall apply to the proceedings of committees of the Assembly.¹

**Application
of Rules to
Committee
Proceedings.**

RULE 28.

These Rules of Procedure may be altered by a decision of the Assembly; but no such alteration shall be made except upon a majority vote of the Assembly, taken after a committee has reported on the proposed alteration.

**Alteration
of Rules of
Procedure.**

¹ As regards the adoption of decisions by committees by a majority vote, and the question of minority reports, see the report adopted by the Assembly in 1924 (Annex V),

Annexe I.

RÉCOMMANDATIONS RELATIVES AUX DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE SUR LE RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL

Communiquées par le Bureau de la présidence aux délégués
à la troisième session ordinaire de l'Assemblée,
le 29 septembre 1922.

Le Bureau de la présidence a étudié avec soin, conformément aux désirs de l'Assemblée, les propositions faites par le président au sujet de l'ordre des débats de l'Assemblée sur le rapport du Conseil. Le Bureau est unanime à reconnaître l'utilité de ces propositions et a adopté les recommandations suivantes, qui pourront peut-être servir de directive pour la procédure des Assemblées futures et aider leurs présidents dans l'exercice des pouvoirs que leur confèrent les articles 8 et 15 du Règlement.

1. L'Assemblée sera saisie, dès le commencement de la session, du rapport annuel du Conseil ; en règle générale, ce rapport figurera à l'ordre du jour comme première question à discuter, aussitôt que l'Assemblée se sera définitivement constituée.

2. Le rapport du Conseil sera mis en délibération par l'Assemblée. Cette délibération commencera par la discussion générale, qui pourra être suivie d'une discussion des sujets particuliers traités dans le rapport ou en résultant.

3. Les délégués seront invités à informer le président, avant l'ouverture, ou aussitôt que possible après l'ouverture de cette délibération, s'ils désirent prendre la parole. Ils indiqueront en même temps s'ils comptent participer au débat général, ou aborder plus spécialement la discussion de certains sujets particuliers étudiés dans le rapport du Conseil ; ils seront invités également à déclarer quelles sont les questions qu'ils désirent traiter particulièrement dans les discussions des articles.

Annex I.

RECOMMENDATIONS AS TO THE ARRANGEMENTS FOR THE DEBATES IN THE ASSEMBLY ON THE ANNUAL REPORT BY THE COUNCIL.

Communicated by the General Committee to the Delegates
to the Third Ordinary Session of the Assembly on
September 29th, 1922.

The General Committee, in accordance with the desire expressed by the Assembly, has carefully investigated the proposals made by the President with regard to the arrangements for the debates in the Assembly on the report by the Council. The General Committee unanimously recognises the utility of these proposals and has adopted the following recommendations, which may perhaps serve for guidance in the procedure of future Assemblies and help their Presidents in the exercise of the powers conferred upon them in pursuance of Articles 8 and 15 of the Rules of Procedure :

1. The report by the Council on its work of the year shall be communicated to the Assembly at the beginning of the session, and as a general rule it shall constitute the first subject on the agenda after the organisation of the Assembly has been completed.

2. The report by the Council shall be submitted for debate in the Assembly, to be opened with a general discussion, which may be followed by consideration of particular subjects dealt with in the report or arising out of it.

3. The delegates shall be invited to inform the President before the beginning of the debate, or as soon thereafter as possible, whether they desire to participate, indicating at the same time their wishes as to engaging in the general debate, or more particularly in the discussion of specific matters covered by the Council's report ; they should be invited to state also the subjects with which they wish to deal specially in the specific discussion.

4. Le président proposera à l'Assemblée, aussitôt que possible, les sujets particuliers à traiter dans la discussion de détail qui suivra la discussion générale. Les orateurs inscrits pour le même sujet obtiendront la parole directement l'un après l'autre. Les délégués seront priés de se borner, autant que possible, dans la discussion de détail, au sujet particulier qui est en discussion. Il n'est en aucune façon incompatible avec la présente recommandation que les délégués qui participent à la discussion générale puissent se référer, à cette occasion, aux sujets sur lesquels une discussion spéciale doit avoir lieu.

Annexe II.

PROCÉDURE RELATIVE AU VOTE DU BUDGET EN SÉANCES PLÉNIÈRES DE L'ASSEMBLÉE.

(Rapport présenté à la quatrième session ordinaire
de l'Assemblée par le Bureau de l'Assemblée
en date du 18 septembre 1923.)

Au cours de la troisième session de l'Assemblée, la question s'est posée de savoir si le budget de la Société peut être adopté à la majorité ou seulement à l'unanimité, et il avait été décidé d'inviter le Conseil à examiner la question.

En date du 29 janvier 1923, le Conseil a procédé à l'examen qui lui avait été demandé.

Sur la question juridique de savoir quelles conditions doivent se trouver réunies pour qu'une résolution d'ordre budgétaire puisse être valablement adoptée par l'Assemblée, le Conseil s'est rallié à l'opinion exprimée par son rapporteur, M. Tang Tsai-Fou, dans le document A.3.1923.V, qui a été communiqué à l'Assemblée.

L'étude de la meilleure procédure à suivre par l'Assemblée, dans les phases préliminaires, avant le vote définitif du budget, a été renvoyée, le 10 septembre dernier, par l'Assemblée à son Bureau. Le Bureau a l'honneur de sou-

4. The President will propose to the Assembly, as early as possible, the subjects to be covered in the specific discussion following the general debate, arranging to have speakers on the same topic heard in succession. The delegates will be invited to limit their speeches in the special debates, as far as possible, to the special topics under discussion at the time. It is in no sense inconsistent with the present Recommendations that delegates taking part in the general discussion should on that occasion refer to subjects on which a specific discussion will take place.

Annex II.

PROCEDURE FOR ADOPTION OF THE BUDGET AT PLENARY MEETINGS OF THE ASSEMBLY.

(Report made to the Fourth Ordinary Session of the
Assembly by the General Committee
on September 18th, 1923.)

At the third session of the Assembly a question arose as to whether the Budget of the League could be voted by a majority or only by unanimity, and it was decided that the Council should be asked to consider the question.

The Council considered the subject thus referred to it on January 29th, 1923.

On the legal question as to what constitutes a valid opinion of a budgetary resolution by the Assembly, the Council agreed with the opinion expressed by its Rapporteur, M. Tang Tsai-Fou, which has been communicated to the Assembly in document A.3.1923.V.

The question as to what would be the most desirable method of procedure for the Assembly to adopt in the preliminary stages before the final voting of the Budget was referred by the Assembly to the General Committee on September 10th last. The General Committee has now

mettre à l'Assemblée les recommandations suivantes relatives à la procédure à adopter en pareil cas :

1. Il conviendrait que l'Assemblée se ralliât à l'opinion exprimée par le Conseil, selon laquelle les propositions budgétaires doivent être adoptées par l'Assemblée à l'unanimité ;

2. Le Règlement intérieur de l'Assemblée (article 18, § 2, 5, 6 et 7) fixe la procédure à suivre en matière d'amendements au budget proposés au cours des séances plénières.

Il conviendrait d'appliquer le Règlement de la manière suivante :

a) Le budget, présenté par la Commission des finances, sera considéré comme constituant une seule proposition et, dans le cas où aucun amendement ne serait déposé, le budget sera soumis à l'Assemblée pour être adopté en bloc après un vote unique.

b) Si l'on propose des amendements au budget tel qu'il est présenté par la Commission des finances, le Président de l'Assemblée, après avoir pris note exactement de tous les crédits au sujet desquels les différents délégués désirent proposer des amendements, disjoindra ces crédits du budget et mettra aux voix l'ensemble de tous les crédits qui n'ont pas donné lieu à une proposition d'amendement.

c) Le Président mettra ensuite successivement en discussion les différents crédits que les délégués désirent modifier.

Si les amendements proposés à certains crédits ne soulèvent aucune opposition, les crédits ainsi modifiés seront mis aux voix.

D'autre part, si les amendements proposés à certains crédits particuliers ne sont pas unanimement approuvés, ces crédits seront, si possible, renvoyés à l'examen de la Commission des finances, pour qu'elle puisse les discuter et présenter de nouvelles propositions à l'Assemblée. Si l'on ne dispose pas du temps nécessaire pour renvoyer à la Commission des finances les crédits au sujet desquels un accord unanime n'a pu être, pour le moment, obtenu à

the honour to place the following recommendations as to procedure before the Assembly :

1. The opinion expressed by the Council to the effect that the adoption of budgetary proposals by the Assembly requires a unanimous vote should be concurred in by the Assembly.

2. The Rules of Procedure of the Assembly (Rule 18, paragraphs 2, 5, 6 and 7) establish the procedure to be followed in dealing with amendments to the Budget proposed at the plenary meetings.

It would be convenient that the Rules should be applied in the following manner :

(a) The Budget as presented by the Finance Committee will be regarded as a single proposal which, if no amendments are moved, will be submitted for adoption as a whole, by a single vote of the Assembly.

(b) If amendments are moved to the Budget as presented by the Finance Committee, the President of the Assembly, after ascertaining all the credits on which the various delegations desire to propose amendments, will divide the budget and put to the vote, as a whole, all those credits on which no question of amendment arises.

(c) The President will then successively submit for discussion the various credits which delegations desire to alter.

If amendments proposed to particular credits are not opposed, the credits as amended will be put to the vote.

If, on the other hand, amendments proposed to particular credits do not secure unanimous agreement, those credits will, if possible, be referred back to the Finance Committee, in order that they may be discussed there and new proposals be presented to the Assembly. If time does not permit of referring to the Finance Committee credits in regard to which unanimous agreement cannot for the

l'Assemblée, le président demandera à l'Assemblée d'ajourner sa décision définitive sur cette question à une date suffisamment éloignée pour permettre aux différentes délégations de procéder à une discussion entre elles, et d'essayer par voie d'accord d'aboutir à une solution.

Annexe III.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT CONCERNANT LA GESTION DES FINANCES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ¹.

Note : Dans cet extrait, on entend par « Commission » ou « Commission de contrôle » la Commission établie en vertu du chapitre premier du Règlement financier.

CHAPITRE IV. — ADOPTION DU BUDGET.

Article 15.

1. Le Secrétaire général prendra ses dispositions pour que le budget et toutes ses annexes, établis comme il est indiqué au chapitre précédent, soient, en même temps qu'une introduction générale, soumis chaque année à la Commission avant le 1^{er} mai.

2. Pour permettre au Secrétaire général de se conformer aux dispositions du paragraphe précédent, les fonctionnaires compétents des organisations autonomes fourniront au Secrétaire général, à la date ou avant la date fixée par lui, d'accord avec les fonctionnaires intéressés, les éléments nécessaires.

Article 16.

1. La Commission examine annuellement le budget et prépare son rapport y relatif en temps opportun pour que les deux documents puissent être envoyés au Conseil et aux Membres de la Société trois mois avant la session ordinaire annuelle de l'Assemblée.

¹ Edition publiée en novembre 1936 (document C.480.M.293.1936.X).

moment be secured in the Assembly, the President will ask the Assembly to adjourn its definitive decision on such credits for a sufficient time to permit of discussion of conflicting views between the various delegations and of an attempt to find a solution by agreement.

Annex III.

EXTRACT FROM THE REGULATIONS FOR THE FINANCIAL ADMINISTRATION OF THE LEAGUE OF NATIONS.¹

(*Note* : In this extract, " Commission " or " Supervisory Commission " means the Supervisory Commission established under Chapter I of the Regulations.)

CHAPTER IV.—ADOPTION OF THE BUDGET.

Article 15.

(1) The Secretary-General shall arrange for the Budget and the Annexes, as described in the preceding Chapter, together with a general introduction, to be submitted to the Commission before May 1st of each year.

(2) In order to enable the Secretary-General to comply with the provisions of paragraph 1, the competent officials of the autonomous organisations shall supply the Secretary-General with the data required on or before a date to be fixed by the Secretary-General in agreement with the officials concerned.

Article 16.

(1) The Commission shall annually examine the Budget and prepare a report thereon in time for both documents to be despatched to the Council and the Members of the League three months before the regular annual session of the Assembly.

¹ Edition published November 1936 (document C.480.M.293.1936.X).

2. Les observations du Conseil sur le budget et sur le rapport de la Commission seront communiquées aux Membres de la Société de façon qu'elles leur parviennent au moins un mois avant l'ouverture de la session annuelle régulière de l'Assemblée.

3. Les organisations autonomes, lorsque la Commission examine leurs budgets respectifs, seront représentées devant la Commission de la façon dont elles le décideront elles-mêmes, sous réserve de l'approbation de la Commission. Une organisation non autonome sera représentée par le Secrétaire général, assisté de l'un des fonctionnaires ayant la responsabilité spéciale des travaux de cette organisation, et, si demande en est faite, par un membre de la Commission consultative.

4. La Commission n'est pas habilitée à décider des amendements au budget qui lui est soumis, mais elle peut proposer des modifications. La Commission discutera, le cas échéant, avec le fonctionnaire compétent ou les autorités compétentes, les modifications qu'elle propose, et adressera au Conseil et à l'Assemblée un rapport sur ses conclusions.

5. Les demandes de crédits qui, de l'avis de la Commission, exigent un examen spécial de la part de l'Assemblée peuvent faire l'objet de rapports spéciaux de la Commission qui sont soumis à la procédure établie par l'article 16c ci-dessous. Si le crédit visé figure au budget d'une organisation autonome, le rapport spécial sera communiqué à l'autorité compétente de l'organisation.

Article 16a.

1. Toutes propositions de dépenses autres que celles comprises au budget primitivement communiqué aux Membres de la Société doivent parvenir au Secrétaire général un mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la session de l'Assemblée. Si une proposition de cette nature est présentée moins d'un mois avant l'ouverture de la session ou est déposée au cours de la session, la procédure suivante lui sera appliquée :

a) Elle sera renvoyée directement par le Secrétaire général à la Commission de contrôle, qui fera rapport sur ses conséquences financières d'ordre général ;

(2) The observations of the Council upon the Budget and upon the report of the Commission shall be despatched to the Members of the League in time for them to be received at least one month before the regular annual session of the Assembly.

(3) When the Commission is considering their respective budgets, the autonomous organisations shall be represented before the Commission in such manner as they may decide and the Commission approve. A non-autonomous organisation shall be represented by the Secretary-General, assisted by one of the officials especially responsible for its work, and, if so requested, by a member of the Advisory Committee.

(4) The Commission may not amend the Budget, as presented to it, but may propose modifications. The Commission will discuss such modifications (if any) with the competent official or authority, and report its conclusions to the Council and the Assembly.

(5) Proposed credits which in the opinion of the Commission require special examination by the Assembly may form the object of special reports by the Commission which shall be dealt with by the procedure laid down in Article 16c below. If the credit forms part of the budget of an autonomous organisation, the special report shall be communicated to the competent authority of the organisation.

Article 16a.

(1) A proposal for expenditure on a purpose for which provision is not made in the Budget as communicated to the Members of the League must be placed in the hands of the Secretary-General at least one month before the date fixed for the opening of the Assembly's session. If such a proposal is received later than one month before the opening of the session, or made during the session, it shall be dealt with as follows :

(a) It shall be submitted directly by the Secretary-General to the Supervisory Commission for a report upon its general financial consequences ;

b) A moins que l'Assemblée ou la Commission des finances, sur le vu du rapport de la Commission de contrôle, et par une résolution spéciale adoptée à la majorité des deux tiers, ne décide de l'examiner pendant la session en cours, la proposition sera ajournée jusqu'à la session suivante de l'Assemblée ;

c) S'il est décidé d'examiner la proposition pendant la session en cours, la procédure ordinaire prévue pour les crédits supplémentaires sera appliquée, sauf que le vote d'un crédit par la Commission des finances exigera une majorité des deux tiers.

2. Le Secrétaire général insère les estimations visées par l'alinéa 1 ci-dessus, ainsi que les estimations relatives à toutes augmentations du budget du Secrétariat qu'il juge lui-même nécessaire de proposer, dans un budget supplémentaire unique qui est communiqué aux Membres de la Société, ainsi qu'à la Commission de contrôle, deux semaines au moins avant l'ouverture de la session de l'Assemblée.

Article 16b.

La Commission de contrôle devra tenir chaque année une session pendant la session de l'Assemblée.

Article 16c.

1. Les demandes de crédits ayant fait l'objet, par application de l'alinéa 5 de l'article 16, d'un rapport spécial de la Commission de contrôle, ainsi que les diverses prévisions figurant dans le budget supplémentaire, seront soumises à la procédure suivante :

a) Lorsque l'examen des objets auxquels s'appliquent les demandes de crédits en question est renvoyé par l'Assemblée à une Commission autre que la Commission des finances, cette Commission reçoit en communication toute la documentation y afférente. Si cet examen aboutit à un avis favorable, la Commission saisie étudie les prévisions de dépenses et, le cas échéant, les modifie de façon à les adapter aux recommandations formulées par elle. Le rapport de la Commission, s'il est favorable à l'inscription d'un crédit, est transmis directement à la

(b) Unless, after considering the report of the Supervisory Commission, the Assembly or the Finance Committee, by a special resolution adopted by a two-thirds majority, decides to take it into consideration during the current session, the proposal shall be adjourned until the next session of the Assembly ;

(c) If it is decided to deal with the proposal during the current session, the ordinary procedure laid down for supplementary credits should be followed, with the exception that the voting of a credit by the Finance Committee shall require a two-thirds majority.

(2) The Secretary-General shall incorporate the estimates referred to in paragraph (1) above, and estimates for any increases in the Budget of the Secretariat which he himself considers it necessary to propose, in a single supplementary budget, which shall be circulated to the Members of the League and to the Supervisory Commission not later than two weeks before the opening of the Assembly's session.

Article 16b.

A session of the Supervisory Commission shall be held each year during the session of the Assembly.

Article 16c.

1. Proposed credits upon which a special report has been made by the Supervisory Commission under Article 16, paragraph 5, and the various estimates included in the supplementary budget, shall be dealt with by the following procedure :

(a) Where consideration of the objects for which the proposed credit is required is referred by the Assembly to a Committee other than the Finance Committee, all the relevant documents shall be placed before such Committee, which, in so far as it reports in favour of the said objects, shall examine the estimate of expenditure, and, if necessary, modify it to correspond to the recommendations which it makes. The Committee's report, if

Commission de contrôle, qui vérifie les prévisions de dépenses ; il est ensuite soumis à la Commission des finances, avec un rapport de la Commission de contrôle. Toutefois, le rapport de la Commission compétente (autre que la Commission des finances) doit parvenir à la Commission de contrôle dans les quinze premiers jours de l'ouverture de la session de l'Assemblée. Si ce rapport ne parvient à la Commission de contrôle qu'après l'expiration de ce délai, l'examen du crédit est ajourné à la session suivante de l'Assemblée, à moins que la Commission des finances, statuant à la majorité des deux tiers, n'en décide autrement, auquel cas la proposition est renvoyée à la Commission de contrôle pour examen et rapport dans le plus bref délai possible.

b) Dans les autres cas, les demandes de crédits sont envoyées à la Commission des finances, avec les observations de la Commission de contrôle.

2. Les règles énoncées au paragraphe 1a) ci-dessus sont également applicables dans tous les cas où : 1^o les propositions de dépenses autres que celles comprises au budget communiqué aux Membres de la Société ou au budget supplémentaire sont renvoyées par l'Assemblée à une de ses commissions autres que la Commission des finances ; 2^o une commission autre que la Commission des finances adopte spontanément des propositions susceptibles d'entraîner une augmentation du budget tel qu'il a été primitivement communiqué aux Membres de la Société.

Article 16d.

Sur toute décision prise par la Commission des finances, il doit être procédé à une deuxième délibération si cette délibération est réclamée par un quart des membres de la Commission des finances, ou par le fonctionnaire compétent de l'organisation intéressée ou par un vote de toute autre commission intéressée de l'Assemblée.

La deuxième délibération ne peut avoir lieu qu'après un intervalle de vingt-quatre heures au moins, à partir du moment où la demande en est formulée ou communiquée à la Commission des finances.

it recommends a credit, shall be passed directly to the Supervisory Commission for verification of the estimated expenditure and be then submitted to the Finance Committee with a report by the Supervisory Commission. The report of the Committee concerned (other than the Finance Committee) must, however, be received by the Supervisory Commission within fifteen days from the opening of the session of the Assembly. If it is received later, the examination of the credit shall be adjourned to the next session of the Assembly, unless the Finance Committee, by a decision taken by a two-thirds majority, shall otherwise resolve, in which case the credit shall be referred to the Supervisory Commission for examination and report at the earliest possible moment.

(b) In other cases, the proposed credits shall be referred to the Finance Committee with the observations of the Supervisory Commission.

2. The rules contained in paragraph 1 (a) above shall also apply in all cases where : (1) a proposal for expenditure for a purpose for which provision is not made in the Budget or supplementary budget is referred by the Assembly to one of its Committees other than the Finance Committee ; (2) a Committee, other than the Finance Committee, of its own motion adopts proposals capable of involving an increase in the Budget as originally communicated to the Members of the League.

Article 16d.

A decision of the Finance Committee shall be reconsidered if a request to that effect is formulated by one-quarter of the members of the Finance Committee or by the competent official of the organisation affected or by a vote of another committee of the Assembly affected thereby.

Such reconsideration shall not take place until after an interval of at least twenty-four hours from the time when the request was made or was communicated to the Finance Committee.

Article 16e.

Sous réserve des dispositions ci-dessus, le budget et le budget supplémentaire sont renvoyés à la Commission des finances, qui les soumet à l'Assemblée dans la forme approuvée par elle et de préférence dans un document unique.

Article 17.

(Supprimé.)

Article 18.

1. Lorsque l'Assemblée ou sa Commission des finances discuteront le budget d'une organisation autonome, celle-ci pourra déléguer un représentant pour assister aux séances de l'Assemblée et le nombre de représentants que la Commission des finances jugera convenable pour assister aux séances de la Commission des finances. Ce ou ces représentants des organisations autonomes auront voix seulement consultative s'ils assistent à la délibération et ne prendront la parole en séance que sur l'invitation du président.

2. La Commission consultative d'une organisation non autonome peut, semblablement, charger un représentant d'assister aux séances de la Commission des finances de l'Assemblée où le budget de ladite organisation est mis en discussion.

Article 19.

(Supprimé.)

Annexe IV.

**RÈGLES D'ÉLECTION DES MEMBRES
NON PERMANENTS DU CONSEIL**

**1. Règles adoptées par l'Assemblée, le 15 septembre
1926.**

Article I.

Chaque année, au cours de la session ordinaire, l'Assemblée procède à l'élection de trois Membres non permanents du Conseil. Ceux-ci sont élus pour une période commençant

Article 16e.

Subject to the above provisions, the Budget and supplementary budget shall be referred to the Finance Committee, which shall place them before the Assembly in the form approved by it, preferably in a single document.

Article 17.

(Cancelled.)

Article 18.

(1) When the Assembly or its Finance Committee discusses the budget of any autonomous organisation, such organisation may delegate one representative to assist at the meetings of the Assembly and as many representatives as the Finance Committee may approve to assist at the meetings of the Finance Committee. Such representative or representatives may be heard, but shall not address the meeting except on the invitation of the President.

(2) The Advisory Committee of a non-autonomous organisation may, in like manner, send a representative to attend at meetings of the Finance Committee of the Assembly at which its budget is discussed.

Article 19.

(Cancelled.)

Annex IV.

**RULES DEALING WITH THE ELECTION
OF THE NON-PERMANENT MEMBERS
OF THE COUNCIL.**

**1. Rules adopted by the Assembly on September 15th,
1926.**

Article I.

The Assembly shall each year, in the course of its ordinary session, elect three non-permanent Members of the Council. They shall be elected for a term commencing

immédiatement après leur élection et se terminant le jour où l'Assemblée aura procédé aux élections, trois années après.

Si un Membre non permanent cesse de faire partie du Conseil avant l'expiration de son mandat, il sera remplacé au moyen d'une élection complémentaire séparée, à la session suivant la vacance. Le mandat du Membre ainsi élu prendra fin au moment où aurait expiré le mandat du Membre qui est remplacé.

Article II.

Un Membre sortant ne pourra, pendant la période s'écoulant entre l'expiration de son mandat et la troisième élection en session ordinaire qui suivra, être réélu que si, à l'expiration de son mandat ou au cours de cette période de trois années, l'Assemblée, statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, décide préalablement qu'il est rééligible.

L'Assemblée statue séparément sur chaque demande de rééligibilité et au scrutin secret. Le nombre des suffrages exprimés est déterminé par le total des bulletins, déduction faite des bulletins blancs ou nuls.

L'Assemblée ne pourra statuer sur la rééligibilité d'un Membre que sur la demande écrite de ce Membre lui-même. Cette demande devra être remise au président de l'Assemblée, au plus tard la veille du jour fixé pour l'élection ; elle sera présentée à l'Assemblée, qui statuera sans renvoi à une commission et sans débat.

Toutefois, le nombre des Membres réélus en conséquence d'une déclaration préalable de rééligibilité sera limité de façon que ne fassent pas partie en même temps du Conseil plus de trois Membres élus dans ces conditions. Si le résultat du scrutin est tel que cette limite de trois se trouve dépassée, ne seront pas considérés comme élus ceux de ces Membres qui, se trouvant dans ces conditions, ont recueilli le moins de voix.

Article III.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, l'Assemblée peut, en tout temps, et en statuant à la majorité des deux tiers, décider que, par application de l'article 4 du Pacte, il

immediately on their election and ending on the day of the elections held three years later by the Assembly.

Should a non-permanent Member cease to belong to the Council before its term of office expires, its seat shall be filled by a by-election held separately at the session following the occurrence of the vacancy. The term of office of the Member so elected shall end at the date at which the term of office of the Member whose place it takes would have expired.

Article II.

A retiring Member may not be re-elected during the period between the expiration of its term of office and the third election in ordinary session held thereafter, unless the Assembly, either on the expiration of the Member's term of office or in the course of the said period of three years, shall, by a majority of two-thirds of the votes cast, previously have decided that such Member is re-eligible.

The Assembly shall pronounce separately, by secret ballot, upon each request for re-eligibility. The number of votes cast shall be determined by the total number of voting tickets deposited, deducting blank or spoilt votes.

The Assembly may not decide upon the re-eligibility of a Member except upon a request in writing made by the Member itself. The request must be handed to the President of the Assembly not later than the day before the date fixed for the election ; it shall be submitted to the Assembly, which shall pronounce upon it without referring it to a committee and without debate.

The number of Members re-elected in consequence of having been previously declared re-eligible shall be restricted so as to prevent the Council from containing at the same time more than three Members thus elected. If the result of the ballot infringes this restriction to three Members, those of the Members affected which have received the smallest number of votes shall not be considered to have been elected.

Article III.

Notwithstanding the above provisions, the Assembly may, at any time, by a two-thirds majority decide to

sera procédé à une nouvelle élection de tous les Membres non permanents du Conseil. En pareil cas, il appartiendra à l'Assemblée de décider des règles applicables à cette nouvelle élection.

Article IV. — Dispositions transitoires.

.....

**2. Règle supplémentaire adoptée par l'Assemblée
le 2 octobre 1933.**

Aucun Membre de la Société des Nations ne pourra être élu Membre non permanent du Conseil à moins qu'il n'ait posé lui-même sa candidature ou que sa candidature n'ait été proposée par un autre Membre de la Société, au plus tard quarante-huit heures avant les élections ; celles-ci ne pourront pas avoir lieu avant le septième jour de la session de l'Assemblée¹.

Les notifications de candidature devront être remises par écrit au Secrétaire général, qui les portera immédiatement à la connaissance de l'Assemblée. Lors des élections, le Secrétaire général présentera à l'Assemblée une liste des Membres dont la candidature aura été régulièrement posée.

Annexe V.

**DÉCISIONS ADOPTÉES A LA MAJORITÉ
PAR LES COMMISSIONS DE L'ASSEMBLÉE :
RAPPORTS DE MINORITÉS.**

*Extrait du rapport d'une Sous-Commission
de la première Commission adopté par l'Assemblée
le 20 septembre 1924.*

I. La Sous-Commission a examiné soigneusement la proposition néerlandaise, ainsi conçue :

¹ Le 8 septembre 1927, l'Assemblée décida, sur la proposition du Bureau, que, jusqu'à ce qu'elle en décide autrement, l'élection des Membres non permanents du Conseil aurait lieu le lundi suivant l'ouverture de la session de l'Assemblée, c'est-à-dire au début de la seconde semaine de la session.

proceed, in application of Article 4 of the Covenant, to a new election of all the non-permanent Members of the Council. In this case, the Assembly shall determine the rules applicable to the new election.

Article IV. — Temporary Provisions.

.....

**2. Additional Rule adopted by the Assembly
on October 2nd, 1933.**

No Member of the League shall be eligible to be elected as a non-permanent Member of the Council unless it has proposed itself for election, or been nominated by another Member of the League, at least forty-eight hours before the election, which shall not be held before the seventh day of the Assembly's session.¹

The notice of the candidature shall be given in writing to the Secretary-General, who shall forthwith bring it to the attention of the Assembly. The Secretary-General shall at the time of the election place before the Assembly a list of the Members which have been duly put forward as candidates.

Annex V.

**ADOPTION OF DECISIONS BY A MAJORITY IN
COMMITTEES OF THE ASSEMBLY :
MINORITY REPORTS.**

Extract from the Report of a Sub-Committee of the First Committee adopted by the Assembly on September 20th, 1924.

I. The Sub-Committee has carefully examined the Netherlands proposal, which was in the following terms :

¹ On September 8th, 1927, the Assembly decided, on the proposal of the General Committee, that, until otherwise decided by the Assembly, the election of the non-permanent Members of the Council should take place on the Monday following the opening date of the Assembly—that is to say, at the beginning of the second week of the Assembly.

« A l'article 27 du Règlement intérieur de l'Assemblée, un second alinéa est ajouté, qui est ainsi conçu :

« Toutefois, les décisions dans les Commissions sont prises à la majorité des Membres de la Société représentés à la séance. »

Le délégué néerlandais a exposé à la Sous-Commission que, dans l'esprit de son Gouvernement, l'amendement proposé était d'ordre interprétatif et n'avait d'autre but que de consacrer la pratique courante des Commissions.

Votre Sous-Commission a reconnu la rectitude de l'interprétation proposée. L'unanimité n'est, en effet, requise aux séances plénières de l'Assemblée que pour l'adoption des résolutions constituant des décisions proprement dites, liant les Etats, et non relatives à la procédure. On ne peut reconnaître ce caractère obligatoire à des rapports de Commissions, et qui ne constituent qu'une étape préparatoire et provisoire des résolutions finales de l'Assemblée.

S'il est vrai que le vote final exige l'unanimité à l'Assemblée, il n'en résulte pas que les votes de majorité de Commissions doivent demeurer stériles. L'expérience démontre en effet que, tout en s'efforçant de faire prévaloir les solutions qui ont leur préférence, les délégués composant la minorité au sein des Commissions n'entendent pas, le plus souvent, faire obstacle à l'adoption de résolutions différentes qui auraient rallié la majorité des suffrages.

Votre Sous-Commission a estimé, cependant, qu'il peut arriver que l'opposition manifestée en Commission par la minorité, lors d'un vote d'une résolution, qui exigera pour son adoption l'unanimité en séance plénière de l'Assemblée, soit d'une nature telle qu'il n'y ait guère d'utilité à soumettre la résolution votée, sans modification, à l'Assemblée. En pareil cas, il serait inopportun de ne pas permettre aux Commissions de revenir sur le vote acquis pour apporter à la résolution votée, si la majorité le juge utile, des modifications de nature à atténuer les objections qui ont été formulées.

Il a paru, pour ce motif, à votre Sous-Commission que mieux valait ne pas lier les Commissions par un texte rigide dans le sens de la proposition néerlandaise et de leur laisser continuer la pratique souple suivie jusqu'à ce jour.

“ There shall be added to Rule 27 of the Rules of Procedure of the Assembly a second paragraph worded as follows :

“ Provided that decisions of the Committees shall be taken by the vote of the majority of the Members of the League represented at the meeting.”

The Netherlands delegate informed the Sub-Committee that his Government's intention was that the amendment should be purely explanatory, and should merely legalise the existing practice of the Committees.

Your Sub-Committee quite realised that the proposed interpretation was correct. Unanimity at plenary meetings of the Assembly is only necessary for the adoption of resolutions representing genuine decisions which are not connected with procedure and are binding on the States. Committee reports do not fall within this category, since they are merely a preliminary and provisional stage of the resolutions finally adopted by the Assembly.

Although the ultimate vote of the Assembly must be unanimous, it does not follow that majority votes in Committees can be of no effect. Indeed, experience shows that minorities on Committees, while endeavouring to secure the acceptance of their own resolutions, do not, as a rule, attempt to prevent the adoption of other resolutions if the majority are in favour of these.

It has occurred to your Sub-Committee, however, that in some cases the opposition of a minority in a Committee to a resolution, which cannot be adopted at a plenary meeting of the Assembly except by a unanimous vote, may render it useless to submit the resolution actually voted by the Committee to the Assembly without amendment. It would be inexpedient in such cases not to allow Committees to reconsider their decisions and, if the majority thinks it desirable, to amend the resolutions already voted with a view to meeting to some extent the objections raised.

For this reason, your Sub-Committee is of opinion that it would be preferable not to bind the Committees by a rigid rule, as proposed by the Netherlands delegation, but to allow them to continue to use the elastic procedure which has hitherto been followed.

Le délégué des Pays-Bas a bien voulu se rallier à cette manière de voir.

II. Votre Sous-Commission a examiné ensuite une proposition d'amendement à l'article 27, émanant de la délégation de l'Espagne.

Cette proposition consiste, au cas où l'amendement suggéré par la délégation néerlandaise serait adopté, à compléter le deuxième alinéa nouveau de l'article 27 du Règlement par l'addition d'un paragraphe ainsi conçu :

« Sur la demande d'un ou de plusieurs membres de la Commission, n'ayant pas voté en faveur d'un rapport adopté par la majorité, l'opinion divergente, accompagnée de son exposé des motifs, sera communiquée à l'Assemblée en même temps que le rapport. »

Le délégué des Pays-Bas ayant retiré son amendement, le sous-amendement espagnol fut également retiré.

Il a paru du reste à la Sous-Commission qu'on pouvait s'en remettre au rapporteur du soin de faire l'exposé sincère des opinions dissidentes d'un ou de plusieurs membres, si ceux-ci lui en exprimaient le désir, ledit exposé étant, du reste, soumis au contrôle de la minorité lors de l'adoption du rapport.

III. Le délégué chinois à la Sous-Commission avait proposé, comme amendement à la proposition néerlandaise, que le vote à la majorité ne soit admis que si ce système de vote obtenait, en premier lieu, l'adhésion de tout pays mentionné dans la résolution ou le plus intéressé dans la question visée par ladite résolution.

Le retrait de la proposition néerlandaise amena le délégué de la Chine à retirer également sa proposition.

La Sous-Commission a estimé, du reste, qu'on pouvait faire confiance aux Commissions qu'avant de décider si une résolution, votée à la majorité, devait être transmise telle quelle à l'Assemblée, elles auraient spécialement égard à la nature des objections émanant des Etats visés dans la proposition du délégué de la Chine.

The Netherlands delegate has accepted this view.

II. The Sub-Committee then considered a proposal put forward by the Spanish delegation to amend Rule 27.

This proposal was to the effect that, if the amendment put forward by the Netherlands delegation was adopted, the new second paragraph of Rule 27 of the Rules should be completed by the addition of the following further paragraph :

“ At the request of one or more members of the Committee who have not voted in favour of a report adopted by a majority, the dissentient opinion, with a statement of the reasons for it, shall be communicated to the Assembly at the same time as the report.”

As the Netherlands delegate had withdrawn his amendment, the Spanish additional amendment was also withdrawn.

The Sub-Committee was of opinion that the Rapporteur might be relied upon to give a fair statement of the dissentient opinions of one or more members, if asked by them to do so ; moreover, the minority would have a check on this statement when the report came to be adopted.

III. The Chinese delegate on the Sub-Committee proposed, as an amendment to the Netherlands proposal, that the consent of any country mentioned in the resolution, or whose interests are principally or mainly affected by such a resolution, must first be obtained to the system of majority voting.

In view of the withdrawal of the Netherlands proposal, the Chinese delegate also withdrew his proposal.

The Sub-Committee was of opinion that the Committees, might be relied upon, before deciding whether a majority resolution should be submitted to the Assembly as voted, to give special attention to the nature of any objections raised by States in the position described in the Chinese delegate's proposal.

Annexe VI.

RÈGLES CONCERNANT L'ÉLECTION DES MEMBRES DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

(a) EXTRAIT DU STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE
JUSTICE INTERNATIONALE, TEL QU'IL A ÉTÉ AMENDÉ
CONFORMÉMENT AU PROTOCOLE DU 14 SEPTEMBRE 1929 ¹.

CHAPITRE PREMIER. — ORGANISATION DE LA COUR.

Article 2.

La Cour permanente de Justice internationale est un corps de magistrats indépendants, élus, sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international.

Article 3.

La Cour se compose de quinze membres.

Article 4.

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée et par le Conseil sur une liste de personnes présentées par les groupes nationaux de la Cour d'Arbitrage, conformément aux dispositions suivantes.

En ce qui concerne les Membres de la Société qui ne sont pas représentés à la Cour permanente d'Arbitrage, les listes de candidats seront présentées par des groupes nationaux, désignés à cet effet par leurs Gouvernements, dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour d'Arbitrage par l'article 44 de la Convention de La Haye de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ Document C.80.M.28.1936.V, pages 35 et 36.

Annex VI.

RULES CONCERNING THE ELECTION OF THE MEMBERS OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

(a) EXTRACT FROM THE STATUTE FOR THE PERMANENT
COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE AS AMENDED IN
ACCORDANCE WITH THE PROTOCOL OF SEPTEMBER 14TH,
1929.¹

CHAPTER I.—ORGANISATION OF THE COURT.

Article 2.

The Permanent Court of International Justice shall be composed of a body of independent judges, elected regardless of their nationality from amongst persons of high moral character, who possess the qualifications required in their respective countries for appointment to the highest judicial offices, or are jurisconsults of recognised competence in international law.

Article 3.

The Court shall consist of fifteen members.

Article 4.

The members of the Court shall be elected by the Assembly and by the Council from a list of persons nominated by the national groups in the Court of Arbitration, in accordance with the following provisions.

In the case of Members of the League of Nations not represented in the Permanent Court of Arbitration, the lists of candidates shall be drawn up by national groups appointed for this purpose by their Governments under the same conditions as those prescribed for members of the Permanent Court of Arbitration by Article 44 of the Convention of The Hague of 1907 for the pacific settlement of international disputes.

¹ Document C.80.M.28.1936.V, pages 35 and 36.

En l'absence d'accord spécial, l'Assemblée, sur la proposition du Conseil, réglera les conditions auxquelles peut participer à l'élection des membres de la Cour un Etat qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, n'est pas Membre de la Société des Nations.

Article 5.

Trois mois au moins avant la date de l'élection, le Secrétaire général de la Société des Nations invite par écrit les Membres de la Cour d'Arbitrage appartenant aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte ou entrés ultérieurement dans la Société des Nations, ainsi que les personnes désignées conformément à l'alinéa 2 de l'article 4, à procéder dans un délai déterminé par groupes nationaux à la présentation de personnes en situation de remplir les fonctions de Membre de la Cour.

Chaque groupe ne peut, en aucun cas, présenter plus de quatre personnes, dont deux au plus de sa nationalité. En aucun cas, il ne peut être présenté un nombre de candidats plus élevé que le double des places à remplir.

Article 6.

Avant de procéder à cette désignation, il est recommandé à chaque groupe national de consulter la plus haute Cour de Justice, les Facultés et Ecoles de Droit, les Académies nationales et les sections nationales d'Académies internationales, vouées à l'étude du droit.

Article 7.

Le Secrétaire général de la Société des Nations dresse, par ordre alphabétique, une liste de toutes les personnes ainsi désignées : seules ces personnes sont éligibles, sauf le cas prévu à l'article 12, paragraphe 2.

Le Secrétaire général communique cette liste à l'Assemblée et au Conseil.

Article 8.

L'Assemblée et le Conseil procèdent indépendamment l'un de l'autre à l'élection des membres de la Cour.

The conditions under which a State which has accepted the Statute of the Court but is not a member of the League of Nations may participate in electing the members of the Court shall, in the absence of a special agreement, be laid down by the Assembly on the proposal of the Council.

Article 5.

At least three months before the date of the election, the Secretary-General of the League of Nations shall address a written request to the Members of the Court of Arbitration belonging to the States mentioned in the Annex to the Covenant or to the States which join the League subsequently, and to the persons appointed under paragraph 2 of Article 4, inviting them to undertake, within a given time, by national groups, the nomination of persons in a position to accept the duties of a member of the Court.

No group may nominate more than four persons, not more than two of whom shall be of their own nationality. In no case must the number of candidates nominated be more than double the number of seats to be filled.

Article 6.

Before making these nominations, each national group is recommended to consult its Highest Court of Justice, its Legal Faculties and Schools of Law, and its National Academies and national sections of International Academies devoted to the study of law.

Article 7.

The Secretary-General of the League of Nations shall prepare a list in alphabetical order of all the persons thus nominated. Save as provided in Article 12, paragraph 2, these shall be the only persons eligible for appointment.

The Secretary-General shall submit this list to the Assembly and to the Council.

Article 8.

The Assembly and the Council shall proceed independently of one another to elect the members of the Court.

Article 9.

Dans toute élection, les électeurs auront en vue que les personnes appelées à faire partie de la Cour, non seulement réunissent individuellement les conditions requises, mais assurent dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde.

Article 10.

Sont élus ceux qui ont réuni la majorité absolue des voix dans l'Assemblée et dans le Conseil.

Au cas où le double scrutin de l'Assemblée et du Conseil se porterait sur plus d'un ressortissant du même Membre de la Société des Nations, le plus âgé est seul élu.

Article 11.

Si, après la première séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il est procédé, de la même manière, à une seconde et, s'il est nécessaire, à une troisième.

Article 12.

Si, après la troisième séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il peut être à tout moment formé sur la demande, soit de l'Assemblée, soit du Conseil, une Commission médiatrice de six membres, nommés trois par l'Assemblée, trois par le Conseil, en vue de choisir pour chaque siège non pourvu un nom à présenter à l'adoption séparée de l'Assemblée et du Conseil.

Peuvent être portées sur cette liste, à l'unanimité, toutes personnes satisfaisant aux conditions requises, alors même qu'elles n'auraient pas figuré sur la liste de présentation visée aux articles 4 et 5.

Si la Commission médiatrice constate qu'elle ne peut réussir à assurer l'élection, les membres de la Cour déjà nommés pourvoient aux sièges vacants, dans un délai à fixer par le Conseil, en choisissant parmi les personnes qui ont obtenu des suffrages soit dans l'Assemblée, soit dans le Conseil.

Si parmi les juges il y a partage égal des voix, la voix du juge le plus âgé l'emporte.

Article 9.

At every election, the electors shall bear in mind that not only should all the persons appointed as members of the Court possess the qualifications required, but the whole body also should represent the main forms of civilisation and the principal legal systems of the world.

Article 10.

Those candidates who obtain an absolute majority of votes in the Assembly and in the Council shall be considered as elected.

In the event of more than one national of the same Member of the League being elected by the votes of both the Assembly and the Council, the eldest of these only shall be considered as elected.

Article 11.

If, after the first meeting held for the purpose of the election, one or more seats remain to be filled, a second and, if necessary, a third meeting shall take place.

Article 12.

If, after the third meeting, one or more seats still remain unfilled, a joint conference consisting of six members (three appointed by the Assembly and three by the Council) may be formed, at any time, at the request of either the Assembly or the Council, for the purpose of choosing one name for each seat still vacant, to submit to the Assembly and the Council for their respective acceptance.

If the Conference is unanimously agreed upon any person who fulfils the required conditions, he may be included in its list, even though he was not included in the list of nominations referred to in Articles 4 and 5.

If the joint conference is satisfied that it will not be successful in procuring an election, those members of the Court who have already been appointed shall, within a period to be fixed by the Council, proceed to fill the vacant seats by selection from amongst those candidates who have obtained votes either in the Assembly or in the Council.

In the event of an equality of votes amongst the judges, the eldest judge shall have a casting vote.

Article 13.

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans.

Ils sont rééligibles.

Ils restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

En cas de démission d'un membre de la Cour, la démission sera adressée au Président de la Cour, pour être transmise au Secrétaire général de la Société des Nations.

Cette dernière notification emporte vacance de siège.

Article 14.

Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection, sous réserve de la disposition ci-après : dans le mois qui suivra la vacance, le Secrétaire général de la Société des Nations procédera à l'invitation prescrite par l'article 5, et la date d'élection sera fixée par le Conseil dans sa première session.

*b) PARTICIPATION A L'ÉLECTION DES JUGES D'UN ETAT
NON MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ, PARTIE AU STATUT
DE LA COUR.*

Résolution adoptée le 3 octobre 1936.

L'Assemblée,

Vu les dispositions du troisième alinéa de l'article 4 du Statut révisé de la Cour permanente de Justice internationale ;

Vu la proposition du Conseil ¹ ;

Décide :

1° Que, si un Etat non membre de la Société et partie au Statut de la Cour signale au Secrétaire général son désir de participer à l'élection des membres de la Cour,

¹ Résolution adoptée par le Conseil le 25 septembre 1936.

Article 13.

The members of the Court shall be elected for nine years.
They may be re-elected.

They shall continue to discharge their duties until their places have been filled. Though replaced, they shall finish any cases which they may have begun.

In the case of the resignation of a member of the Court, the resignation will be addressed to the President of the Court for transmission to the Secretary-General of the League of Nations.

This last notification makes the place vacant.

Article 14.

Vacancies which may occur shall be filled by the same method as that laid down for the first election, subject to the following provision : the Secretary-General of the League of Nations shall, within one month of the occurrence of the vacancy, proceed to issue the invitations provided for in Article 5, and the date of the election shall be fixed by the Council at its next session.

(b) PARTICIPATION IN THE ELECTION OF THE JUDGES
OF A STATE WHICH IS NOT A MEMBER OF THE LEAGUE
BUT IS A PARTY TO THE STATUTE OF THE COURT.

Resolution adopted on October 3rd, 1936.

The Assembly,

Having regard to the provisions of the third paragraph of Article 4 of the revised Statute of the Permanent Court of International Justice ;

Having regard to the proposal of the Council ¹ :

Decides that :

(1) If a State which is not a member of the League but is a party to the Statute of the Court notifies the Secretary-General of its desire to participate in the

¹ Resolution adopted by the Council on September 25th, 1936.

cet Etat sera de plein droit admis à prendre part au vote au sein de l'Assemblée ;

2° A titre provisoire et sans préjuger aucun principe, qu'à toute élection des membres de la Cour qui aura lieu avant le 1^{er} janvier 1940, l'Allemagne, le Brésil et le Japon, en tant qu'Etats non membres de la Société, mais parties au Statut de la Cour, seront, s'ils en signalent le désir au Secrétaire général, admis à voter également au Conseil ;

3° Le Secrétaire général est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour permettre aux Etats qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, ne sont pas membres de la Société des Nations de participer aux élections.

election of members of the Court, such State shall *ipso facto* be admitted to vote in the Assembly ;

(2) At any election of members of the Court which may take place before January 1st, 1940, Germany, Brazil and Japan, being States which are not members of the League but are parties to the Statute of the Court, if they notify their desire to do so to the Secretary-General, shall, as a provisional measure and without prejudging any question of principle, also be admitted to vote in the Council ;

(3) The Secretary-General is instructed to take the necessary measures to allow States which, though parties to the Statute of the Court, are not members of the League of Nations to participate in the elections.



INDEX

Abréviations.

Art.	= Article.
Comm.	= Commission.
S. d. N.	= Société des Nations.
Secr. gén.	= Secrétaire général.

	Article et alinéa		Article et alinéa
Amendements		Bureau de l'Assemblée	
au Budget.	Annexe I Annexe II	Attributions.	8 (2), 24
aux Rapports et résolu- tions, et procédure de discussion	10 (1-3) 18 (4-7)	Candidatures à des fonc- tions conférant un siège au Bureau : attributions du Co- mité de nomina- tions	7 (b) (1-3)
au Règlement de l'As- semblée.	28	Composition, présiden- ce, etc.	7
Appel nominal	20		Note ad Art. 14
Archives de la Société		Commission de contrôle	
Conservation des docu- ments de l'Assem- blée	10 (1)	Attributions en ce qui concerne le budget Annexe III	
Assemblée		Commissions et comités	
Attributions en ce qui concerne les mem- bres de la Cour perm. de Justice internat. Annexe VI		Bureau de l'Assemblée, voir ce titre.	
Budget de la S. d. N.		Comité de nominations 7 (b) (1-3)	
Adoption		Commission des finances : convocation et attri- butions	14 (2)
Procédure de vote en séances plé- nières (Rapport adopté par l'As- semblée le 18 sept. 1923)	Annexe II		Annexe II Annexe III
Règlement concer- nant la gestion des finances de la S. d. N. : extrait Annexe III		Commission de l'ordre du jour	7 (1) 7 (a) (1-4)
Question à l'ordre du jour de l'Assemblée	4 (2e)	Commission de vérifica- tion des pouvoirs	5 (3) 7 (1)
Voir aussi Finances de la S. d. N.		Communications éma- nant des représen- tants ou du Secr. gén.	14 (7) (8) 6 (4) 14 (3)
		Conseillers techniques.	8 (2) 14 (1)
		Constitution.	
		Décisions adoptées à la majorité par les Comm. : rapports de minorités Rapport adopté par l'Assemblée le 20 sept. 1924	Annexe V

Article
et alinéa

Commissions et comités (suite)

Membres : liberté de vote en ce qui concerne les propositions du Comité de nominations	7 (3)
Présidents des Commissions générales	
Désignation en tant que membres du Bureau	7 (1)
Droits et attributions	14 (7) 15 (2)
Membres de délégations ne pouvant être présidents	6 (4)
Nomination	14 (4)
Procès-verbaux, <i>voir ce titre</i>	
Publicité des séances	14 (6)
Rapporteurs	
Droits et attributions	15 (2)
Membres de délégations ne pouvant être rapporteurs	6 (4)
Nomination	14 (4)
Rapports et résolutions, <i>voir ce titre</i> .	
Règlement intérieur de l'Assemblée : application aux Commissions	27
Renvoi à une Comm. d'éléments du rapport sur l'œuvre de la S. d. N.	7 (a) (4)
Secrétariat des Commissions	9 (1)
Sous-commissions	14 (5) (8)

Communications

du Président à l'Assemblée ou à la S. d. N.	13
des Représentants ou du Secr. gén. aux Commissions	14 (7) (8)

Comptes clos

Question à l'ordre du jour de l'Assemblée	4 (2e)
---	--------

Comptes rendus des séances

Voir Procès-verbaux

Article
et alinéa

Conseil de la S. d. N.

Attributions en ce qui concerne :	
le Budget	Annexe III
l'Election des membres de la Cour perm. de Justice internat.	Annexe VI
Membres non permanents du Conseil : élection	
Procédure	22 (a)
Règles (sept. 15 1926-2 oct. 1933)	
	Annexe IV
Œuvre du Conseil accomplie depuis la dernière session de l'Assemblée, <i>voir Rapports</i> : Rapport sur l'œuvre de la S. d. N.	
Président du Conseil, <i>voir ce titre</i>	

Convocation de l'Assemblée 3

Cour permanente de Justice internationale

Election des Membres de la Cour	
Extrait du Statut de la Cour (tel qu'il a été amendé conformément au Protocole du 14 sept. 1929)	Annexe VI
Participation à l'élection des juges d'un Etat non membre de la Société partie au Statut de la Cour : résol. de l'Assemblée (3 oct. 1936)	
	Annexe VI

Délégués et délégations

Droits des délégués dont les pouvoirs soulèvent des objections	5 (4)
Experts et conseillers techniques	6 (4) 14 (3)
Liste des représentants : communication au Secr. gén.	5 (1)
Pouvoirs, <i>voir ce titre</i>	
Représentants suppléants et remplaçants	5 (1), 6 (1-4)

Dépenses

Voir Finances de la S. d. N.

Article
et alinéa

Article
et alinéa

Discussions et discours

Clôture	18	(3)	(4)
Division	18	(2)	
Durée des discours	15	(5)	
Levée ou suspension des séances	23		
Procédure des débats . . .	14	(7)	(8)
	15	(1)	(2) (3) (4)
Propositions et amende- ments : procédure de vote	18	(5)	(6) (7)
Question préalable ou suspensive	18	(1)	
du Rapport annuel sur l'œuvre de la Société: recommandations de la 3 ^e Assemblée (sept. 1922)	Annexe I		
Traduction des discours . .	10	(1)	
	16	(1-2)	
Vote, voir ce titre.			

Documents

Communication à l'As- semblée (réception, impression, distribu- tion)	10	(1)
	16	(3-5)
Communication aux Membres de la S. d. N.	10	(2)
Conservation dans les Archives	10	(1)
Langues de rédaction . . .	16	(3-5)
Traduction	10	(1)
	16	(3-5)

Elections

Appel nominal	20
Egalité de voix	22
à des Fonctions confé- rant un siège au Bu- reau	7 (b) (3)
des Membres de la Cour perm. de Justice internat. Extrait du Statut de la Cour	Annexe VI
Résolution de l'As- semblée (3 oct. 1936) : participa- tion à l'élection des juges d'un Etat non membre de la S. d. N. par- tie au Statut de la Cour	Annexe VI
des Membres non perma- nents du Conseil Procédure	22(a)
Règles (15 sept. 1926, 2 oct. 1933)	Annexe IV

Elections (suite)

Premier et second tours, tour spécial	21	(2)	(3)
	22a	(3)	(4)
Second vote	22		
Scrutin secret	21		
	22a		

Finances de la S. d. N.

Budget, voir ce titre	
Comptes clos : question à l'ordre du jour de l'Assemblée	4 (2e)
Rapports et résolutions entraînant des dé- penses	14 (2)
Règlement concernant la gestion des finan- ces de la S. d. N.	14 (2)
	Annexe III
Répartition des dépen- ses : procédure d'in- scription à l'ordre du jour de proposi- tions tendant à mo- difier la méthode actuelle	4 (5)

Interprétation

Voir Traduction

Langues

Langues de rédaction des rapports	16	(3-5)
Traduction des docu- ments et discours	10	(1)
	16	(1-5)

Majorité

Voir sous Vote

Minorité

Rapports de minorités dans les cas de déci- sions adoptées à la majorité : rapport adopté par l'As- semblée le 20 sept. 1924	Annexe V
--	----------

Nominations (Comité des)

	7 (b) (1-3)
Ordre du jour	
Approbation par le Pré- sident du Conseil (Nécessité d')	4 (1)
Commission de l'ordre du jour : composition, présidence et régle- ment	7 (1)
	7 (a)

	Article et alinéa
Ordre du jour (suite)	
Date de communication aux Membres de l'ordre du jour et de l'ordre du jour supplé- mentaire . . .	4 (1), (3)
Etablissement par le Secrétaire général . .	4 (1)
Questions nouvelles	
Délai d'inscription de propositions tendant à modifier la méthode de répartition des dépenses	4 (5)
Examen par la Com. de l'ordre du jour	7 (a) (3)
Procédure d'inscription	4 (3), (4), (4 bis), (5)
Questions régulièrement inscrites	4 (2)
Renvoi des questions aux commissions	14 (1)
Signatures requises pour l'inscription de nouvelles questions	4 (4 bis)
Pleins pouvoirs	
<i>Voir Pouvoirs des délégués</i>	
Pouvoirs des délégués	
Autorités ayant compétence pour délivrer les pleins pouvoirs	5 (2)
Commission de vérification des pouvoirs	5 (3) 7 (1)
Date de remise au Secr. gén.	5 (2)
Droits des délégués dont les pouvoirs soulèvent des objections	5 (4)
Président de l'Assemblée	
Attributions et compétence 8 (1) (2) ; 13 ; 15 (1) ; 17 (1) (3) ; 18 (4) ; 20 (b) ; 23 ; 25	
Désignation en tant que membre du Bureau	7 (1)
Election	7 (2)
Président du Conseil	
Attributions relatives à l'Assemblée	
Approbation de l'ordre du jour	4 (1)
Convocation des sessions	3 (1)
Présidence provisoire de l'Assemblée	7 (3) 7 b (2)

Présidents des Commissions	
<i>Voir sous Commissions</i>	
Procédure (Questions de)	
Définition	19 (3)
Procès-verbaux	
des Commissions	14 (6)
Comptes rendus <i>in extenso</i> des séances	25
Rédaction, impression et communication des P. V.	10 (1) 16 (5)
Public	
Admission aux séances plénières	11 (1)
Non-admission aux séances des Commissions	14 (6)
Publications	
<i>Voir Documents</i>	
Publicité des séances	11 (1-3) 14 (6)
Question préalable ou suspensive	18 (1)
Rapports et résolutions	
Adoption (Procédure d') en séances plénières	14 (a) (1) (2) 18
Vote	18
Discussion : procédure	17 (2) (3) 18
Distribution aux délégations préalablement à leur examen en séances plénières	14 (a) (2) 17 (2)
Impression, traduction, etc.	10 (1) 16 (3)
Langues de rédaction	16 (35)
Modifications de forme à apporter aux résolutions	24
Présentation : procédure	17 (1) (1 bis), 2
Rapport annuel sur l'œuvre de la Société	
Inscription à l'ordre du jour	4 (2a)
Recommandations de la 3 ^e Assemblée relatives aux débats (sept. 1922)	

	Article et alinéa
Rapports et résolutions (suite)	
Rapport annuel, etc. (suite)	
Renvoi de certains éléments du rapport aux Comm. de l'Assemblée 7 (a) (4)	
Rapports de minorités dans les cas de décisions adoptées à la majorité : rapport adopté par l'Assemblée le 20 sept. 1924	
Annexe V	
Rapports prévoyant des dépenses 14 (2)	
Soumission de rapports par le Secr. gén. 9 (2)	
	14 (8)
Textes votés par l'Assemblée : délai de communication aux Membres de la Société 26	
Règlement intérieur	
Application aux Commissions 27	
Modification 28	
Représentation des Etats à l'Assemblée	
Voir Délégués et délégations	
Résolutions	
Voir Rapports et résolutions	
Séances	
Communications du Président 13	
Discussions et discours, voir ce titre	
Levée ou suspension de séance 23 (1) (2)	
Publicité des séances 11 (1-3)	
	14 (6)
Séances plénières	
Admission du public 11 (1)	
Procédure d'adoption du Budget (rapport adopté par l'Assemblée le 18 septembre 1923) Annexe II	
des Rapports et résolutions 14a (1) (2)	

	Article et alinéa
Secrétaire général ou Secrétariat : compétence et attributions en ce qui concerne l'Assemblée	
Assistance ou remplacement du Secr. gén. 9 (2)	
Budget : élaboration Annexe III	
Cartes d'admission aux séances : distribution au public 11 (1)	
Convocation de l'Assemblée 3 (1)	
Cour perm. de Justice internat. : élection des membres Annexe VI	
Discours : traduction 10 (1)	
Documents : réception, publication, distribution, etc. 10 (1) (2)	
	16 (3)
Ordre du jour : établissement 4 (1)	
Procès-verbaux : impression et communication 10 (1) ; 25	
Rapports et communications verbales à l'Assemblée et aux Comm. 9 (2)	
	14 (8)
Représentants à l'Assemblée : listes et pleins pouvoirs 5 (1) (2)	
Secrétariat de l'Assemblée et des Commissions 9 (1) (2)	
Textes votés par l'Assemblée : communication aux Membres de la Société 26	
Sessions de l'Assemblée	
Convocation : procédure. 3	
Date des sessions ordinaires 1 (1) (2)	
Lieu de réunion 1 (1) (2)	
Sessions extraordinaires. 1 (3)	
Traduction des documents et discours. 10 (1)	
	16 (1-5)
Vice-présidents	
Désignation en tant que membres du Bureau 7 (1)	
Election 7 (4) ; note Ad Art. 7	

INDEX

Abbreviations.

Art. = Article.
Perm. = Permanent.
Sec.-Gen. = Secretary-General.

	Article and paragraph		Article and paragraph
Accounts		Archives	
Question as item of Assembly agenda . . .	4 (2e)	Custody of Assembly documents	10 (1)
Agenda		Assembly	
Agenda Committee . . .	7 (1)	Functions as regards election of members of Perm. Court Annex VI	
Approval by President of Council	4 (1)		
Date of circulation of agenda and supplementary agenda . .	4 (1) (3)	Ballots	
New questions		See under Votes and voting	
Date for inclusion of proposals modifying allocation of expenses	4 (5)	Budget of League	
Examination by Agenda Committee	7(a) (3)	Adoption	
Procedure <i>re</i> inclusion in agenda 4 (3), (4), (4 bis), (5)		Procedure <i>re</i> adoption at plenary meetings (report adopted by Assembly, Sept. 18, 1923)	Annex II
Preparation by Sec.-Gen.	4 (1)	Regulations for financial administration of League: extract	Annex III
Questions regularly included in	4 (2)	Question as item of Assembly agenda . . .	4 (2e)
Reference of questions to Assembly Committees	14 (1)	See also Finances of League	
Signatures required in support of new questions	4 (4 bis)		
Allocation of Expenses of League		Cards of Admission to Meetings	11 (1)
Procedure for including in agenda proposals for modifying present system	4 (5)	Chairmen of Committees	
Amendments		See under Committees	
to Budget	Annex II	Committees and Commissions	
to Reports and resolutions and procedure <i>re</i> discussion . . .	17 (1-3)	Agenda Committee . . .	7 (1)
to Rules of Procedure . .	28	Chairmen of main Committees Appointment . . .	14 (4)

Article and paragraph	Article and paragraph
Committees and Com- missions (continued)	Communications
Chairmen of main Com- mittees (continued)	of President addressed to Assembly or Lea- gue 13
Members of delega- tions not eligible for chairmanship 6 (4)	of Representatives or of Sec.-Gen. addressed to Committees 14 (7) (8)
Membership of Gen- eral Committee 7 (1)	Convocation of Assembly [3
Powers and rights 14 (7)	Council
Communications address- ed to Committees by representatives or Sec.-Gen. 14 (7) (8)	Functions as regards
Constitution 8 (2)	Budget Annex III
14 (1)	Election of members of Perm. Court Annex VI
Credentials of Delegates, Committee on Veri- fication of 5 (3)	Non-permanent Members of Council: election Procedure 22a
7 (1)	Rules (Sept. 15, 1926, Oct. 2, 1933) Annex IV
Decisions, adoption by a majority in Com- mittees : minority reports	President of Council, <i>see</i> <i>that title</i>
Report adopted by Assembly, Sept. 20, 1924 Annex V	Work since last Assem- bly session, <i>see</i> Re- ports : Report on work of League
Finance Committee: con- vocation and func- tion 14 (2)	Court of International Justice, Permanent
Annex II	Election of members
Annex III	Extract from Sta- tute of Court (as amended in ac- cordance with Pro- tocol of Sept. 14, 1929) Annex VI
General Committee, <i>see</i> <i>that title</i>	Participation in elec- tion of judges of States not Mem- bers of League but parties to Sta- tute: resol. of Ass. (Oct. 3, 1936) Annex VI
Members : freedom to vote for persons other than those proposed by Nominations Committee 7(b) (3)	Credentials (Full Pow- ers) of Delegates
Nominations Committee 7(b)	Authorities competent to issue 5 (2)
1-3	Committee on Verifica- tion of Credentials 5 (3)
Publicity of meetings 14 (6)	7 (1)
Rapporteurs	Date of delivery to Sec.- Gen. 5 (2)
Appointment 14 (4)	Rights of delegates to whose admission ob- jections have been made 5 (4)
Members of delega- tions not eligible as rapporteurs 6 (4)	Debates and Speeches
Rights and func- tions 15 (2)	Adjournment or suspen- sion of meetings 23
Records, <i>see that title</i>	Closure of debate 18 (3) (4)
Reference to Commit- tees of portions of report on work of League 7(a) (4)	Division 18 (2)
Reports and resolutions, <i>see that title</i>	
Rules of Procedure of Assembly : applica- tion to Committees 27	
Secretariat of Commit- tees 9 (1)	
Sub-Committees 14 (5) (8)	
Technical advisers 6 (4)	
14 (3)	

	Article and paragraph
Debates and Speeches	
<i>(continued)</i>	
Previous question or adjournment . . .	18 (1)
Procedure <i>re</i> debates . . .	14 (7) (8)
	15 (1) (2) (3) (4)
Proposals and amendments : procedure <i>r</i> voting . . .	18 (5) (6) (7)
on Report on work of League : recommendation of 3rd Assembly (Sept. 1922) Annex I	
Time-limit for speeches . . .	15 (5)
Translations	10 (1)
	16 (1-2)
Voting, <i>see</i> Votes and voting	
Delegates and Delegations	
Credentials, <i>see that title</i>	
Experts and technical advisers . . .	6 (4), 14 (3)
Full powers, <i>see</i> Credentials, etc.	
List of representatives : communication to Sec.-Gen.	5 (1)
Rights of delegates whose admission has given rise to objections . . .	5 (4)
Substitute representatives or substitutes . . .	5 (1), 6 (1-4)
Documents	
Communication to Assembly (receiving, printing, circulation)	10 (1)
	16 (3-5)
Communication to Members of League . . .	10 (2)
Custody in Archives . . .	10 (1)
Languages	16 (3-5)
Translation	10 (1)
	16 (3-5)
Elections	
Ballots, <i>see under</i> Votes and voting	
for Functions carrying with them a seat on General Committee 7 (b) (1)	
of Members of Permanent Court	
Extract from Statute of Court Annex VI	
Resolution of Assembly (Oct. 3, 1936) : participation of judges of States not members of League but parties to Statute . Annex VI	

Elections <i>(continued)</i>	
of Non-permanent Members of Council	
Procedure	22 (a)
Rules (Sept. 15, 1926 ; Oct. 2, 1933)	Annex IV
Votes and voting, <i>see that title</i>	
Expenditure	
Allocation of expenses, <i>see that title</i>	
Reports and resolutions involving	14 (2)
Experts	6 (4)
	14 (3)
Finances of League	
Accounts : question as item of agenda of Assembly	4 (2e)
Allocation of expenses : procedure for including in agenda proposals for modifying present system . . .	4 (5)
Budget, <i>see that title</i>	
Financial Regulations of League	14 (2)
	Annex III
Reports and resolutions involving expenditure	14 (2)
Full Powers of Delegates	
<i>See</i> Credentials (full powers) of delegates	
General Committee	
Candidates for functions carrying with them a seat on General Committee : functions of Nominations Committee . . . 7 (b) (1-3)	
Composition, presidency, etc.	7
	Note <i>ad</i> Art. 14
Functions	8 (2), 24
Interpretation	
<i>See</i> Translations	
Languages	
Languages to be used in documents	16 (3-5)
Translation of documents and speeches	10 (1)
	16 (1-5)
Majority Vote	
<i>See under</i> Votes, etc.	

	Article and paragraph		Article and paragraph
Meetings		Public	
Communications of President	13	Admission to plenary meetings	11 (1)
Debates and speeches, <i>see that title</i>		Non-admission to Committee meetings . .	14 (6)
Plenary meetings		Publications	
Admission of public. . .	11 (1)	<i>See Documents</i>	
Procedure <i>re</i> adoption		Publicity of Meetings . .	11 (1-3) 14 (6)
of Budget (report adopted by Assembly, Sept. 18, 1923) Annex II		Records of Meetings	
of Reports and resolutions 14(a) (1) (2)		of Committees	14 (6)
Publicity of meetings . .	11 (1-3) 14 (6)	Editing, printing and circulation	10 (1) 16 (5)
Raising or suspension 23	(1) (2)	Verbatim records. . . .	25
Records of meetings, <i>see that title</i>		Reports and Resolutions	
Minority Reports		Adoption, procedure <i>re</i> in Plenary meetings	
Extract from report adopted by Assembly, Sept. 20, 1924 Annex V		14(a) (1) (2)	
Nominations Committee		Voting	18
7(b) (1-3)		Changes in form of resolutions	24
Place of Meeting	1 (1), 2	Discussion, procedure <i>re</i>	
Plenary Meetings		17 (2) (3)	18
<i>See under Meetings</i>		Distribution to delegations prior to examination at plenary meetings.	14(a) (2) 17 (2)
President of Assembly		Languages used in . . .	16 (3-5)
Appointment as member of General Committee	7 (1)	Minority reports : report adopted by Assembly (Sept. 20, 1924) .	Annex V
Election	7 (2)	Presentation : procedure	
Functions and competence 8 (1) (2) ; 13 ; 15 (1) ; 17 (1) (3) ; 18 (4) ; 20 (b) ; 23 ; 25		17 (1) (1 <i>bis</i>) , 2	
President of Council		Printing, translation, etc. .	10 (1) 16 (3)
Functions with regard to Assembly		Report on work of League	
Approval of agenda. . .	4 (1)	Inclusion in agenda 4 (2a)	
Convocation of sessions	3 (1)	Recommendations of 3rd Assembly <i>re</i> debates (Sept. 1922)	Annex I
Provisional President of Assembly. . .	7 (3) 7(b) (2)	Reference of certain portions of report to Assembly Committees	7(a) (4)
Previous Question . . .	18 (1)	Reports involving expenditure	14 (2)
Procedure, Questions of		Resolutions adopted by Assembly : time-limit for communication to Members of League	26
Definition	19 (3)	Submission by Secretary-General	9 (2) 14 (8)

	Article and paragraph
Representation of States at Assembly	
<i>See</i> Delegates and dele- gations	
Resolutions	
<i>See</i> Reports and resolu- tions	
Roll Call	20
Rules of Procedure	
Application to Commit- tees	27
Modification	28
Secretary-General or Se- cretariat : Competence and Functions as regards Assembly . .	
Agenda : preparation . .	4 (1)
Assistance or replace- ment of Sec.-Gen. . .	9 (2)
Budget : preparation Annex III	
Cards of admission to meetings : distribu- tion to public . . .	11 (1)
Convocation of Assembly	3 (1)
Court of International Justice, Permanent : election of members	
Annex VI	
Documents : reception, publication, distribu- tion, etc.	10 (1) (2) 16 (3)
Records : printing and distribution . . .	10 (1) ; 25
Reports and verbal com- munications to As- sembly and to Com- mittees	9 (2) 14 (8)
Resolutions adopted by Assembly : commu- nication to Members of League	26
Secretariat of Assembly and its Committees	9 (1) (2)
Speeches : translation .	10 (1)
Sessions of Assembly	
Convocation : procedure.	3
Date of ordinary ses- sions	1 (1), (2)
Extraordinary sessions .	1 (3)
Place of meetings . . .	1 (1) 2
Speeches	
<i>See</i> Debates and speeches	
Sub-Committees	14 (5) (8)

	Article and paragraph
Substitute Representa- tives	
<i>See</i> under Delegates	
Supervisory Commission	
Functions with regard to budget	Annex III
Technical Advisers	6 (4) 14 (3)
Translation of Docu- ments and Speeches . .	10 (1) 16 (1-5)
Verbatim Records of Meetings	
<i>See</i> Records	
Vice-Presidents	
Election 7 (4), note <i>ad</i> Art. 7	
Membership of General Committee	7 (1)
Votes and Voting	
Abstentions	19 (5)
Adoption in plenary meet- ings of reports and resolutions of Com- mittees	14(a) (1) (2)
Amendments and propos- als during debates : procedure <i>re</i> voting	18 (5), (6) (7)
Amendments to Rules of Procedure	28
Ballots	
First and second bal- lots ; special ballots	21 (2) (3) ; 22(a) (3) (4)
Secret ballots	21 22(a)
Budget : voting in plen- ary meetings (Sept. 1923)	Annex II
Counting of votes	19 (5) Annex IV
for Election of members of Permanent Court Extract from Sta- tute of Court Annex VI	
Resolution of Assem- bly (Oct. 3, 1936) : participation of judges of States not Members of League but parties to Statute	Annex VI

	Article and paragraph
Votes and Voting (continued)	
for Election of non-permanent Members of Council	22(a)
Annex IV	
Equality of votes	21 (2); 22
Majority votes	
Cases when majority vote is taken	22(a) (3)
Note <i>ad</i> Art. 27	
Annex II	
Annex IV	
Procedure	19 (2) (3) (4)
	21 (2) (3)
	22
Minority votes	
Minority reports: report adopted by Assembly, Sept. 20, 1924	Annex V

	Article and paragraph
Votes and Voting (continued)	
Nomination of candidates for functions carrying with them a seat on General Committee	7(b) (3)
Raising or suspension of meetings	23 (2)
Resolutions adopted by Assembly : time-limit for communication to Members of League	26
Roll-call	20
Second vote	22
Secret ballots	21
	22(a)
Unanimity	19 (1)
	Annex II
	Annex V



WPS-8.169